

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DES BANQUES LOCALES

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 13 Juin 1910, à 1 h. 1/2.

PAR

Laurent CARALP

Président : M. PERREAU.

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *Professeur*,
SOUCHON, *Professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DES BANQUES LOCALES

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 13 Juin 1910, à 1 h. 1/2.

PAR

Laurent CARALP



Président : M. PERREAU.

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *Professeur*,
SOUCHON, *Professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1910

LA QUESTION DES BANQUES LOCALES

EN FRANCE

INTRODUCTION

La concentration a été l'un des phénomènes économiques les plus importants et les plus remarquables de l'époque moderne.

La formation de puissantes associations de capitaux, le progrès des arts mécaniques favorisant la grande production, le perfectionnement des modes de transport ont fait affluer les capitaux vers certains centres.

La concentration qui s'est opérée en France dans le commerce de Banque, aussi bien que dans l'industrie, a eu pour résultat d'enlever aux banques locales une grande partie de leurs ressources. Celles-ci se sont vu opposer une concurrence difficile à soutenir et un grand nombre d'entre elles ont progressivement disparu.

Les banques locales sont-elles vouées à une mort inévitable ? Où pourraient-elles trouver le salut ?

Une campagne très vigoureuse a été menée, durant ces dernières années, contre nos grands établissements de crédit. *La Revue* (ancienne *Revue des Revues*) publia, dans ses numéros d'avril, mai, juin 1907, une série d'articles sensationnels sous la signature de Lysis. Leur titre était « Contre l'oligarchie financière ». Aux propos de Lysis, la *Revue politique et parlementaire* (articles de Testis, N^{os} de juin à novembre 1907), prétendit opposer une thèse diamétralement contraire. En réalité, Testis n'a guère fait que relever un certain nombre d'exagérations et d'erreurs de son adversaire de la Revue.

Le mouvement de protestation contre la puissance de nos grandes banques et contre les procédés par lesquels elles parviennent à maîtriser la fortune publique grandit de jour en jour dans l'opinion. On accuse les grands établissements de crédit de faire courir à notre pays un véritable péril national en drainant l'épargne française au profit de l'étranger et au détriment de l'activité française.

« On ne voit nulle part, dit Lysis, une oligarchie, concentrant entre ses mains plusieurs milliards de dépôts, intervenir activement dans la gestion des fortunes, racoler les capitalistes ou les relancer à domicile pour les catéchiser et les influencer dans le choix de leurs placements. Nulle part cela n'existe, nulle part on ne le supporterait, car un régime comme celui-là n'est pas seulement moralement condamnable,

Il n'est pas seulement dangereux, plein de périls au point de vue national, il a aussi pour destinée fatale d'atrophier ces facultés d'initiative, de pensée personnelle, d'entreprise et d'audace qui, plus que les capitaux, constituent la richesse d'une nation. »

Peut-on supporter, ajoute-t-on, que le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir national d'Escompte se voient actuellement confier des dépôts dont le montant est sept fois supérieur à celui de leur capital ? Peut-on constater sans effroi que la somme en numéraire qu'elles ont dans leurs caisses, en temps normal, n'atteint même pas la dixième partie de leurs engagements à vue ?

Il faut s'efforcer de regarder les choses avec sang-froid et d'apporter à l'étude des faits sociaux, en tâchant d'éviter le travers des préventions injustes, une équitable et prudente impartialité.

Sans doute, on ne peut nier que nos établissements de crédit aient rendu des services au pays. Ils ont abaissé le taux des escomptes et des crédits, ils ont vulgarisé l'usage du dépôt et du chèque et ils ont mis ainsi en valeur des capitaux flottants jusque-là inertes et inutiles ; ils ont démocratisé et répandu les divers concours de banque par leurs bureaux de quartiers dans les grandes villes, par leurs agences sur tout le territoire. Ils ont multiplié les relations avec les contrées les plus lointaines.

Mais la critique essentielle qu'on peut adresser aux

Sociétés de crédit, en se plaçant au point de vue des intérêts généraux de la nation, c'est d'avoir, par leur développement même, amené l'affaiblissement des banques locales. Ils ont drainé les capitaux qui prenaient autrefois le chemin des banques locales et ces capitaux ont été détournés de notre commerce, de notre industrie et de notre agriculture pour être dirigés, avec plus d'abondance qu'il n'aurait fallu, vers les placements à l'étranger.

Il y a, dit M. Cauwès, à la Société d'Economie politique, dans les problèmes d'économie nationale, une question de constitution organique, de cohésion ou de concentration des forces à l'intérieur ; il faut toujours que le centre de gravité, que le principe des forces se maintienne en dedans ; que ce qui se déverse au dehors, que l'expansion extérieure soit le trop plein de l'activité intérieure (1).

Nos établissements de crédit, on peut l'affirmer, ont déplacé ce centre de gravité. M. Gérald a déclaré avec beaucoup de raison, à la Chambre des députés, dans la séance du 25 juin 1909, que « la puissance économique d'un Etat ne peut se maintenir longtemps dans un pays qui pratique une politique financière, administrative, directement contraire à ses intérêts commerciaux, industriels et agricoles. »

(1) Cauwès, Société d'économie politique nationale. Discussion sur les Banques locales et les Sociétés de crédit. Séance du 2 février 1908.

La question, ainsi posée devant les économistes, les financiers, le Parlement et le pays, a déjà fait l'objet d'un certain nombre de travaux. MM. Saurel, dans sa thèse de doctorat de 1901, Barety, dans sa thèse de 1908, ont apporté au débat des documents intéressants (1). Plus récemment, M. Domergue, dans son ouvrage : *Etablissements de crédit contre Banques locales*, paru en 1909, et M. Lefranc, dans son livre sur *La Liberté du commerce et les Etablissements de crédit* (1910) ont consacré leur compétence et leur sagacité à l'examen du problème.

C'est ce problème, si plein d'intérêt, si vital pour les destinées économiques de notre pays, que nous voudrions à notre tour aborder.

Nous voudrions surtout porter notre attention sur la question principale et la plus féconde en divergences ; celle des remèdes à appliquer à la situation présente des banques locales.

Comment serait-il possible, non pas de supprimer la force économique de la concentration, mais d'y adapter les banques locales ?

Comment, en d'autres termes, les banques locales pourraient-elles se plier aux nécessités actuelles ?

Mais, avant d'aborder cet objet principal de notre

(1) Saurel, *Sociétés de crédit entre banques locales*, thèse Paris, 1901 ; Barety, *L'Evolution des banques locales entre France et en Allemagne*, thèse Paris, 1908.

étude, nous devons nous rendre compte des causes de l'infériorité des banques locales et situer leur évolution dans l'évolution économique générale.

Après avoir défini la banque locale, marqué son utilité et esquissé son histoire malheureuse, après avoir étudié les causes de son déclin, nous nous attacherons aux deux remèdes proposés : la réglementation, la fédération.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION ET UTILITÉ DES BANQUES LOCALES.

Les banques locales sont aussi appelées « banques particulières ou privées » ou « petites banques ». L'expression banque locale nous semble préférable pour caractériser exactement l'organisme économique et financier dont nous nous occupons.

Le mot « petite banque » est assez vague. Sans doute on entend par là des banques qui ne disposent pas de ressources aussi considérables que les grands établissements de crédit. Mais certaines banques locales peuvent avoir cependant des capitaux assez importants. Où commencera donc la grande banque et à quel moment se différenciera-t-elle de la petite banque ? Donc l'expression de petite banque n'est pas assez précise.

Quant à l'expression « banque privée » elle est amphibologique. D'habitude on oppose les banques privées aux banques publiques. Les grandes Sociétés de crédit et la Banque de France elle-même sont des

banques privées. Si, détournant le mot « privé » du sens usuel qu'il présente ici, on prétend l'employer pour indiquer et souligner ce fait que les capitaux sont fournis par le chef de la maison de banque ou par la commandite simple, tandis que les grands établissements de crédit sont des Sociétés anonymes, on arrive à une formule qui ne nous donne pas une exactitude assez rigoureuse.

Car il n'est pas impossible que les capitaux d'une banque locale soient aux mains d'une Société. En outre cette formule ne fait pas ressortir le caractère le plus important et le plus intéressant de la banque locale, c'est-à-dire l'action exercée par celle-ci dans une région limitée.

Ce trait est bien noté par l'expression « banque locale ». Et c'est pourquoi nous le préférons.

La banque locale est celle qui ne remplit sa fonction économique et financière que dans les limites d'une région déterminée, d'un canton, d'un arrondissement ou d'un département. C'est au public de cette région qu'elle s'adresse essentiellement. C'est à l'activité de cette région qu'elle participe. Ce sont les entreprises de cette région qu'elle soutient.

A la banque locale s'oppose la grande Société de crédit (Crédit Lyonnais, Comptoir national d'Escompte, Société générale, Crédit industriel) qui s'adresse non à telle ou telle région déterminée, mais à la France entière et qui a même des succursales à l'étranger.

Elle ne participe pas à l'activité industrielle ou commerciale d'une région — de la région où elle fonctionne, soit celle de son siège social, soit celles de ses succursales — mais elle est un organisme gigantesque et fortement hiérarchisé dont chaque agence est une cellule. Chaque agence est un prolongement du siège social dont elle dépend étroitement. Les directeurs d'agences ne sont pas, à la différence des chefs de banques locales, des personnages autonomes et indépendants, mais des sortes de fonctionnaires au service du siège social. Leur initiative est presque nulle, leur rôle se borne à exécuter les ordres qu'ils reçoivent du cerveau, c'est-à-dire de Paris. L'établissement de crédit est un chef-d'œuvre de centralisation.

La définition des termes était une première démarche logique indispensable pour aborder le problème que nous avons en vue.

Nous devons maintenant nous attacher à faire ressortir l'utilité des banques locales. Le rôle comparatif de celles-ci et des grands établissements de crédit est éminemment instructif.

Les avantages que présentent les banques locales sont trop grands et trop évidents pour qu'on ne soit pas gagné à la campagne de décentralisation menée en leur faveur (1).

(1) Sur l'utilité des banques locales, cf. Chéron, *Les banques locales, leur rôle, leur utilité*, 1900 ; P. Beauregard, sous le même titre dans le *Monde économique*, 11 mai 1901 ; Domergue, *Établis-*

Alors même, en effet, que les établissements de crédit prêteraient à l'industrie et au commerce français le concours désirable, ils ne pourraient pratiquer un crédit aussi opportun que celui qui est à la portée des banques locales. Ils ne pourraient pas, avec autant de perspicacité, seconder les entreprises commerciales et industrielles, ainsi que les exploitations agricoles. Ils n'y auraient d'ailleurs pas un intérêt aussi palpable et aussi immédiat. Les raisons en ont été maintes fois indiquées et elles sont très faciles à saisir.

Le banquier local est en relation intime avec ses clients et avec les affaires de la région. Il est souvent un enfant du pays. Il y a une collaboration étroite et constante de sa banque et des affaires locales. Il est intéressé à ce que celles-ci marchent bien et prospèrent. Et il peut d'autant mieux les seconder qu'il les connaît, qu'il les suit pas à pas après les avoir vu naître.

En outre, la connaissance personnelle qu'il a de chacun de ses clients lui permet de consentir un crédit vraiment personnel, de soutenir les négociants et les industriels dans leurs difficultés, de leur éviter la faillite ou de graves embarras en prorogeant judicieusement les échéances ou en augmentant à propos

ments de crédit contre banques locales, 1909; Raoul Binet, *La France économique et financière*, 1902, notamment, n° 27; cf. aussi les thèses précitées de Saurel et de Barety, et les ouvrages cités au cours de ce chapitre.

l'importance des crédits. « Krupp, sans moi, aurait sombré cent fois », disait un banquier allemand (1). Combien de banquiers français pourraient en dire autant de commerçants et d'industriels de leur région !

La confiance est d'ailleurs réciproque. Elle repose en effet sur la solidarité des intérêts. « Le banquier connaissait les agriculteurs, les industriels et les commerçants de sa région, dit M. Domergue ; mais ceux-ci, de leur côté, savaient sur quelles bases solides ils pouvaient s'appuyer pour donner leur confiance à un homme qu'attachaient à leur région d'autres liens que ceux d'une résidence pouvant changer d'un moment à l'autre, sur un ordre venu de Paris » (2).

La succursale d'une Société de crédit installée à côté du banquier local, ne connaît, au contraire, ni les personnes ni les affaires précises ; elle ignore la situation, les ressources, la surface exacte des clients ; elle ne connaît que des numéros de compte. « Actuellement, dit encore M. Domergue, sur les livres de l'établissement de crédit, le client n'est plus représenté que par un numéro d'ordre. Qu'il ait déposé fonds ou titres, son crédit a pour limite le montant exact de son gage. Au delà, qu'il n'attende rien d'un comptable n'ayant ni le loisir, ni le désir de le connaître. Il peut avoir le crédit matériel, il n'a point le crédit moral ».

(1) Domergue, *loc. cit.*

(2) Domergue, *loc. cit.*, p. 3.

Au surplus, cette solidarité étroite entre le banquier local et les affaires régionales au milieu desquelles il vit dicte au premier la prudence. Il n'est pas sans intérêt de citer ce qu'écrivait M. Pidoux, banquier à Dôle, dans un mémoire publié par son fils : « L'intérêt d'une banque locale est intimement lié à celui de sa région ; or, cet intérêt bien compris lui dicte d'être prudente pour elle-même et prudente jusqu'à l'excès pour les personnes qui, spontanément, lui demandent des conseils et se servent de son entremise. Elle les dissuade de risquer une somme trop importante eu égard à leur fortune ; surtout elle s'élève avec force contre toute idée de liquider les valeurs de premier ordre constituant leur portefeuille, afin de les remplacer par des titres présentant un aléa dangereux. Consciente de sa responsabilité, la banque locale envisage surtout l'avenir et préfère mériter le reproche de timidité plutôt que celui de la témérité » (1).

Le services que sont appelés à rendre les banques locales sont en rapport avec le caractère des régions où elles sont établies.

Crédits aux entreprises commerciales et industrielles.

C'est parce que les banques locales vivent des

(1) Pierre Pidoux, administrateur du Comptoir d'Escompte et de Dépôts de Dôle, *Les avantages des banques locales*, mémoire publié par son fils, 1901 ; cf. Barety, *loc. cit.*, p. 19.

entreprises locales que leur rôle naturel est de les commanditer.

C'est un fait que nos Etablissements de crédit ne secondent pas notre commerce et notre industrie. Ils poussent leurs clients à employer leurs disponibilités à l'achat de valeurs étrangères. Ils font ainsi dériver vers l'étranger des milliards qui pourraient servir nos entreprises nationales. Le grand argument qu'ils invoquent à l'appui de leur conduite, c'est qu'ils ne doivent pas immobiliser les dépôts qui leur sont confiés et qu'ils peuvent être obligés de rembourser à première réquisition (2). L'argument ne porte que faiblement. Sans doute les dépôts confiés aux Etablissements de crédit ne doivent pas être immobilisés, en principe. Mais il y a des dépôts qui ne sont évidemment pas frappés d'immobilisation, parce que le retrait en doit être annoncé un certain temps à l'avance. D'autre part, la nécessité de l'immobilisation n'oblige nullement les Sociétés de crédit à conduire leur clientèle à des placements en valeurs étrangères.

Quoi qu'il en soit, c'est un fait que les capitaux disponibles des Etablissements de crédit prennent le chemin des frontières et qu'ils vont fortifier le crédit des autres pays ou commanditer des entreprises étrangères rivales des nôtres.

(2) Domergue, *loc. cit.*, p. 66 et suiv.

« Aujourd'hui, dit M. Cauwès (1), l'épargne française est en présence des seules grandes institutions de crédits existantes ; leur caractère de banques de dépôt limite fâcheusement et peut-être plus que dans la mesure nécessaire leur action pour la commandite industrielle. Mais au peu d'empressement de notre épargne vers les placements industriels, il y a d'autres causes que la défectueuse organisation actuelle du crédit ; ce sont des causes d'ordre psychologique. Timorés à l'excès quand il s'agit de valeurs industrielles ou coloniales, nous sommes d'une folle témérité pour répondre à l'appel des Etats emprunteurs à finances suspectes.

« Nous amassons de l'or ; l'encaisse de la banque de France, les dépôts des Caisses d'épargne, les plus-values à l'annuité successorale, tout atteste notre richesse croissante. Pourquoi, par un déplorable contraste, l'objection financière fait-elle ajourner ou ralentir l'exécution de tant d'entreprises d'intérêt national, travaux de navigabilité de nos fleuves, de canalisation, d'approfondissement de nos ports, d'extension du réseau de nos voies ferrées ? Que d'œuvres de défense et de salut, tel que le reboisement des montagnes, ne sont dotées que de dérisoires crédits ! »

(1) Préface au livre de M. Théry : *Les progrès économiques de la France.*

La folle témérité du public pour répondre aux emprunts des Etats étrangers, que signale l'éminent économiste, est largement encouragée par nos grands Etablissements de crédit. Dans une bonne mesure, même, ils en sont les seuls responsables. Car ce sont eux qui conseillent les placements. Nul n'ignore la confiance dont jouissent nos grandes banques dans l'esprit de ceux qui leur ont confié leurs portefeuilles. La psychologie du public s'explique en grande partie par celle des banques.

Or les chiffres démontrent avec une triste éloquence que la part consacrée par nos grandes banques à la production française est extraordinairement faible.

En 1908, nos grands Etablissements ont introduit et émis en France un total de 101 millions de valeurs françaises. La même année elles ont émis 2 milliards 110 millions de valeurs étrangères. La proportion des valeurs nationales émises en France n'a donc été que de 5 %¹. Or, durant la même année 1908 — le rapprochement est plein d'intérêt — la proportion des valeurs allemandes émises en Allemagne par les banques allemandes a été de 96 1/2 %². Ces chiffres, donnés par Lysis dans la *Grande Revue* du 25 mai 1909, ont été reproduits par M. Maurice Berteaux à la tribune de la Chambre (1).

(1) Séance du 6 juillet 1909.

Mais faisons porter notre investigation sur un plus large champ. D'après le relevé de la cote officielle de la Bourse de Paris, et d'après les renseignements fournis par le *Bulletin de Statistique* du Ministère des finances, le montant des valeurs purement étrangères, ayant fait l'objet d'émissions ou d'opérations de conversion en France de 1889 à 1908 s'élève à plus de 35 milliards de francs (1).

Les statisticiens (2) évaluent à vingt-quatre milliards environ, le montant des valeurs étrangères réellement placées en France par nos établissements de crédit, dans cette période 1889 à 1908. La moyenne annuelle de l'épargne française employée à l'achat de valeurs étrangères serait donc de onze à douze cents millions.

Pendant la même période, le placement des valeurs françaises n'a atteint qu'un chiffre de six milliards.

Encore convient-il d'observer que, sur ces six milliards, il y en a plus du tiers qui représente des valeurs n'ayant pas le caractère commercial, industriel ou agricole; il s'agit des obligations du Crédit foncier, de la Ville de Paris, des villes et des départements.

Cette soustraction effectuée, on se trouve en présence d'un chiffre de 3 milliards 975 millions. Mais ce chiffre lui-même est loin de représenter en totalité des

(1) Domergue, *loc. cit.*, p. 60.

(2) Nous extrayons tous les chiffres donnés au texte de l'ouvrage précité de M. Domergue, p. 50 et s.

valeurs intéressant directement notre commerce, notre production industrielle et agricole.

A cet égard, il faut éliminer les actions émises par les Sociétés de crédit pour créer ou compléter leur capital ; il faut encore mettre de côté les valeurs relatives à des entreprises essentiellement utiles, mais qui n'approchent pas de près les affaires auxquelles nous pensons spécialement : eaux et gaz, chemins de fer et tramways ; enfin, il faut même écarter, lorsqu'on songe à la production nationale, les valeurs relatives à des entreprises françaises à l'étranger ; ces dernières valeurs sont assurément précieuses pour notre expansion, mais elles ne concernent pas d'une manière directe la production nationale.

En définitive, le calcul conduit à la conclusion suivante, le concours direct donné, par les grands établissements de crédit à *la production nationale*, n'est représenté que *par un chiffre de un milliard cinquante-six millions*.

En vingt ans — de 1889 à 1908 — les Sociétés de crédit ont consacré à la production française un milliard cinquante-six millions, sur plus de trente milliards d'émissions, soit environ cinquante millions par an ; autrement dit, une proportion de 3 1/2 pour cent !

Il en résulte que les commerçants et les industriels français sont contraints de recourir à des capitaux étrangers. « Il est impossible, dit M. Domergue,

qu'on rencontre un homme simplement pourvu de bon sens, pour trouver naturel que nos entreprises d'électricité, par exemple, doivent la majeure partie, sinon la totalité de leurs ressources financières, au concours de la Banque belge ou de la Banque suisse, alors que les caisses des Sociétés de crédit, établies en France, regorgent d'argent française » (1).

Et cet auteur cite, entre mille, deux exemples qui valent la peine d'être rapportés (2).

Un industriel de l'Est, pour pouvoir subir sans trop de dommages la loi réduisant la durée de la journée de travail, est obligé de modifier en partie son outillage. Ses disponibilités immédiates ne lui permettaient pas de faire face à cette dépense. Il s'adressa alors à quelques amis qui, en raison de son honorabilité et de sa capacité technique, se montrent disposés à lui prêter le capital nécessaire. Or, parmi ces souscripteurs, se trouvaient précisément deux clients de la succursale d'un grand établissement de crédit ; ils se dirigèrent vers celle-ci pour réaliser les fonds nécessaires à la commandite qu'ils consentaient à fournir. Mais le directeur de ladite succursale détourna ses clients d'aventurer leurs ressources dans une affaire industrielle et les décida pour un placement en Suède.

Voici le second exemple. Un industriel se proposait

(1) Domergue, *loc. cit.*, p. 71.

(2) *Eod. loc.*

d'organiser l'exploitation d'un procédé nouveau se rattachant à l'utilisation de la résine. L'affaire se présentait dans les meilleures conditions ; son organisation était d'une parfaite honorabilité et d'une compétence éprouvée. Mais c'est en vain qu'il chercha un appui auprès de plusieurs de nos grands établissements de crédit. Il fut alors sollicité par une banque allemande qui lui offrit la commandite nécessaire. Il fit connaître cette proposition aux établissements de crédit français qui l'avaient repoussé ; mais leur hostilité n'en fut pas amoindrie et il se heurta de leur part aux mêmes refus. De guerre lasse, l'industriel accepta le concours des financiers berlinois.

« Aujourd'hui, son établissement, conclut M. Domergue, en pleine prospérité, occupe quinze cents ouvriers qui n'ont jamais connu ni arrêt, ni chômage... Dire, s'écriait devant nous cet industriel, que si mon entreprise avait été créée en Allemagne, elle aurait été probablement commanditée par l'un ou par l'autre de nos établissements de crédit français » (1).

Sans doute, il ne faut rien exagérer. Il ne faudrait pas soutenir qu'il n'y a pas d'avantage pour une nation à détenir une certaine quantité de valeurs étrangères.

L'appauvrissement du stock monétaire dans un pays engendre des crises commerciales, par suite du resser-

(1) Domergue, *loc. cit.*, p. 73.

rement du crédit et de l'avilissement des prix ; il produit aussi des crises financières, en rendant moins facile le règlement des marchés, en provoquant la hausse de l'escompte, l'élévation des changes, la dépréciation des valeurs de Bourse.

Il faut donc qu'il y ait de l'or en France. Or, la France a des dettes envers l'étranger. Elle doit payer les importations, les dépenses faites par ses nationaux en résidence à l'étranger, les intérêts et dividendes sur les valeurs mobilières françaises possédées par des étrangers. Voilà autant de causes de sortie de l'or.

Avec quelles créances la France opéra-t-elle la compensation ? Ce n'est pas avec les excédents provenant de notre balance commerciale, puisqu'elle se solde au contraire, par un déficit. C'est avec les valeurs étrangères.

« De quelle source mystérieuse lui est donc venue (à la France) cet afflux de métal, dit M. Saurel (1). Des valeurs étrangères qu'elle possède ! Nous avons placé près d'une trentaine de milliards de francs, pour lesquels nous recevons un tribut qui dépasse annuellement un milliard. C'est là, avec les étrangers vivant en France de leurs revenus, de beaucoup le plus important principe de nos rentrées de métal. C'est de là que nous est venu le capital nécessaire pour couvrir le déficit constant de nos balances commerciales, pour

(1) Thèse précitée, p. 179.

régler nos dettes de tout ordre, pour effacer les conséquences des faillites de nos débiteurs, en réalisant en outre, un gain de plusieurs milliards pour notre stock métallique. . . , c'est grâce à nos placements en valeurs étrangères que nous avons pu, malgré les dépenses énormes, conserver des changes extérieurs invariablement favorables, et nous constituer formidablement créanciers des autres nations. »

On a aussi fait ressortir les services rendus à la France par les placements à l'étranger à la suite de notre désastre de 1870-1871.

« Que signifiait les lettres de change trouvées par les agents du Trésor de 1871 à 1873 — dit le rapport de M. Léon Say à l'Assemblée nationale. — Si on le savait, on aurait la clé de ce qui s'est passé pendant ces trois années sur le marché français. On comprendrait la possibilité de la transmission, sans crise, d'un capital de plus de 5 milliards de francs de France en Allemagne ; on aurait l'explication d'un fait qui n'est devenu, en quelque sorte, vraisemblable que par sa réalisation même (1).

Quant à l'opération même du change entreprise par le Trésor Français, continue Léon Say, et à la composition de ce portefeuille de plus de 4 milliards que le Trésor a réuni, on peut dire que les coupons de valeurs

(1) Saurel, *loc. cit.* p. 181 ; cf. Doniol, *La libération du territoire*

étrangères restées en France, et que les valeurs étrangères exportées en ont donné la majeure partie, presque la totalité — à l'exclusion du mouvement des marchandises, qui s'est balancé, et du mouvement des métaux précieux qui n'a pas été aussi considérable qu'on pouvait le supposer, et qui n'a fourni que peu de chose en dehors des envois directs faits par le Trésor Français à l'Allemagne. »

Nous ne prétendons pas nier que les placements en valeurs étrangères ont puissamment contribué à la liquidation de notre indemnité de guerre et à la libération de notre territoire ; qu'après la paix ils nous ont assuré des avantages économiques à l'intérieur et accru notre force à l'extérieur en nous constituant créanciers.

Mais nul ne contestera qu'il importe qu'une bonne part de notre fortune demeure sur le territoire français pour la mise en valeur de ses ressources. Or nous affirmons et nous croyons avoir démontré, chiffres en mains, que la proportion entre les capitaux placés à l'étranger et les capitaux engagés dans notre travail national est insuffisante et profondément regrettable.

Très différente est la situation en Allemagne et en Angleterre. L'essor industriel et commercial allemand est dû pour une notable part, aux banques (1). Le

(1) Domergue, *loc. cit.*, p. 120 ; *Le monde économique*, juillet 1907 ; Les banques allemandes ; *Le Journal des finances* : La crise allemande et les banques, 12 octobre 1907 ; *Le monde économique*, 2 novembre 1907 : La situation des banques allemandes ; *L'Information*,

directeur d'une grande banque de Barmen faisait à M. Huret, poursuivant une enquête sur le développement économique de l'Allemagne, la déclaration suivante : « C'est le crédit qui a enrichi l'Allemagne ! En France les banques ne donnent pas en général de crédit en blanc au commerce et à l'industrie. Ici l'usage est courant. Dès que nous avons confiance dans la capacité et l'honnêteté d'un industriel ou d'un commerçant, il trouve chez nous tout l'argent qu'il lui faut. . . . Croyez-moi, voilà le secret de notre prospérité. Krupp aurait sombré vingt fois si les banques ne l'avaient soutenu envers et contre tous ; Thyssen de même. Et cette admirable fabrique de produits chimiques Frédéric Bayer, de Eberfeld, fondée par un tout petit négociant et qui est aujourd'hui la première du monde, aurait-elle pu arriver à ce développement colossal sans l'appui des banques ? » Tous les économistes et les financiers qui ont porté leur attention sur les progrès de l'Allemagne parviennent à la même conclusion.

Ce rôle bienfaisant des banques allemandes a été constaté par les Anglais aussi bien que par nous-mêmes. Dans un rapport à l'Institute of Bankers, de Londres (1), MM. Fuller et Rowan s'exprimaient ainsi :

mars 1905 ; Blondel, *Essor industriel et commercial du peuple allemand* ; *Le Temps*, 1907 : Lettres d'Allemagne ; *Moniteur de l'Épargne française*, 8 février 1906 : Influence des banques allemandes sur le développement du commerce et de l'industrie.

(1) Cite par Baretz, *loc. cit.*, p. 28.

« Un trait distinctif de la méthode allemande est le lien étroit qui unit les entreprises commerciales aux banques. Celles-ci ne se contentent pas de prendre dans les établissements de leur ordre des participations suffisantes pour exercer sur eux un puissant contrôle, elles suivent la même politique vis-à-vis des syndicats, compagnies de mines, de chemins de fer, tramways. C'est un fait que le magnifique développement de leurs ressources nationales est dû, dans une large mesure, à l'initiative de banques qui, dans leurs bilans, font figurer ouvertement ces affaires et en discutent froidement les chances de succès.

« Sur ce point, les banques allemandes diffèrent profondément des nôtres. Des entreprises comme la British South Africa C^o, ou le Chemin de fer du Cap au Caire, sont l'œuvre d'initiatives absolument étrangères au monde des banquiers. Certes, les banques et les banquiers ont beaucoup à attendre de leur succès ; mais se mêler en quelque façon à leur conduite, accepter l'immobilisation de capitaux qui s'ensuivrait, courir les risques d'une faillite, aucun d'eux n'y songerait. Il en va autrement chez les Allemands, le banquier est non seulement l'aide, il est le pionnier de leur commerce, chez eux et au dehors ».

Ces mêmes services, nos grandes Banques ne *peuvent* pas, disent-elles, les rendre avec la portion de leurs dépôts exigibles à vue ; nous avons vu que cette raison a peu de valeur. Rien ne les force en effet à diriger

vers les placements étrangers les capitaux exigibles qu'elles détiennent. D'autre part elles ont des capitaux qui ne sont pas immobilisés et dont le retrait doit être demandé un certain temps à l'avance.

Puisque nos grands établissements de crédit ne veulent pas, ou ne peuvent pas fournir chez nous les services dont il s'agit, c'est à nos banques locales qu'incombe la tâche et l'honneur de les assurer. Cette fonction, elles la remplissaient autrefois, en raison de leur caractère familial et de la solidarité d'intérêts qui les unissaient aux affaires régionales. Les banquiers locaux qui subsistent encore — et nous verrons qu'il y en a un nombre assez important — ne doivent pas l'oublier. Aussi bien semble-t-il qu'ils aient fait en ce sens de louables efforts. On les a vus notamment procéder à la transformation d'entreprises locales en sociétés anonymes, chercher à retirer ainsi des bénéfices et à placer les titres des sociétés ainsi créées. Si certaines banques ont échoué dans cette tentative, c'est à cause de l'insuffisance ou de la précarité des capitaux dont elles disposaient.

Crédits à l'Agriculture

Les relations d'amitié et de confiance, la solidarité, n'existaient pas seulement entre industriels et banquiers locaux, mais aussi entre ces banquiers et les producteurs agricoles. Les agriculteurs peuvent trouver dans

les banques locales un sérieux appui. L'observation montre d'ailleurs que certaines d'entre elles s'intéressent au crédit agricole. Elles y ont intérêt, soit qu'elles escomptent le papier des caisses agricoles locales, soit qu'elles réescomptent le papier des caisses agricoles régionales. En outre, en prenant contact avec le public agriculteur, elles accroissent le nombre de leurs clients.

Les services rendus à l'agriculture par les banques locales ont été particulièrement sensibles dans le domaine de la viticulture. C'est là un genre d'agriculture éminemment connexe au commerce. Le viticulteur préfère livrer son vin à une maison de sa région qu'il connaît que de l'expédier à un acheteur lointain, dont il ignore le crédit. Il n'est pas sans intérêt de rechercher quelle relation peut exister entre les intérêts du commerce de banque et ceux de la viticulture.

M. de Romeuf, dans une étude récente, a mis en relief ce fait que l'affaiblissement des banques locales a été l'une des causes de la présente crise de la viticulture française (1).

« Autrefois, il existait dans les grands centres du Bas-Languedoc, avec agences dans les chefs-lieux de canton, des banques privées qui, ayant à leur tête des hommes très versés dans la question des vins, s'y intéressaient presque toutes en commanditant celles des

(1) De Romeuf, *Revue politique et parlementaire*, n° du 20 mai 1909.

maisons de commerce qui leur paraissaient offrir des garanties. Ainsi dotées, les dites maisons achetaient directement à la propriété à des prix suffisamment rémunérateurs, parce que, disposant ainsi du marché des vins, elles pouvaient faire la loi aux autres maisons du dehors. Le commerce, tout en y trouvant profit, servait ainsi de régulateur des cours. Il ne revendait à son tour qu'au fur et à mesure des besoins de la consommation et à un taux donné. Il le pouvait à cause de ses réserves de capitaux, et la propriété était ainsi certaine de pouvoir écouler ses vins en temps et à un cours honorable.

Aujourd'hui, par suite de bien des causes, ces banques privées ont à peu près disparu. Elles ont dû céder la place aux succursales des grandes sociétés anonymes ayant leur siège à Paris, et dont les directeurs provinciaux ont pour mot d'ordre de ne prendre aucune initiative commerciale. La propriété, qui cherche du crédit pour attendre une hausse des cours, ne trouve devant elle que le Crédit Foncier. Au lieu d'acheter le vin, il hypothèque la vigne.

Quant au commerce, n'étant plus secondé par les capitaux, il ne peut plus constituer de stocks ni devenir par conséquent l'auxiliaire naturel qu'il fut pour le récoltant. En fait de commerce, il n'y a guère plus que le système de la « commission. » Pour le réaliser, il suffit au premier individu intelligent de louer une pièce quelque part et un scribe dactylographe, de se

procurer du papier à en-tête et une machine à écrire. D'argent liquide il n'en a cure. Il est le fil transmetteur qui relie le café de l'Europe de Lons-le-Saunier à Dupont, propriétaire à Pezénas, et n'achète à Dupont que quand il est sûr que le café paiera. »

Cet exemple est une preuve nouvelle de l'importance des services que sont appelés à rendre les banquiers locaux, par leur caractère et par leur situation mêmes, par leurs relations avec les commerçants et les producteurs de toutes sortes.

Les banques locales prêtaient aussi un appui précieux à l'élevage. C'est une industrie très intéressante que celle qui consiste à engraisser le bétail en vue de la boucherie. Les banquiers locaux, placés dans le voisinage des « emboucheurs », leur fournissaient le crédit nécessaire. Là aussi se manifestait la solidarité d'intérêts.

La prospérité économique d'une nation résulte de la prospérité des entreprises de toutes sortes, dans toutes les régions. C'est une vérité évidente par elle-même.

Il faut donc que les banques locales vivent. Quels obstacles se dressent donc devant elles et quels sont les moyens d'en triompher ?

CHAPITRE DEUXIÈME

HISTORIQUE DES BANQUES LOCALES

Les premières banques furent locales en même temps qu'elles furent limitées à des opérations assez élémentaires, c'est-à-dire au change des monnaies. Les opérations de banque ont été en se multipliant. Mais la formation de grands établissements de banque, tels que ceux que nous voyons aujourd'hui, est récente.

Au commencement du ^{xix}^e siècle, chaque petit centre commercial ou industriel, chaque cité ayant une certaine importance possédait une ou plusieurs banques. Celles-ci accomplissaient toutes les opérations correspondant aux besoins des régions au milieu desquelles elles vivaient : l'escompte, les avances aux entreprises, les compte-courants, les recouvrements. Il fallait bien des années pour que toutes ces banques connussent la crise dont tout le monde s'occupe aujourd'hui.

La création de la Banque de France, en 1800, non seulement ne porta aucune atteinte aux banques

locales, mais leur donna même un essor nouveau. On sait, en effet, que les traites présentées à l'escompte ne durent être acceptées par la Banque de France, que si elles étaient revêtues de trois signatures au moins. Or les autres banques n'étaient pas astreintes à cette exigence ; elles pouvaient très bien se contenter des seules signatures du tireur et de l'accepteur. Ce fait était évidemment favorable aux banquiers locaux, pour lesquels il facilitait les opérations d'escompte. Aussi une ère de grande prospérité s'ouvrit-elle à cette époque, pour les banques de province. Elles étaient, comme les études de notaires, les confidentes et les dépositaires des secrets des individus et des familles. Le lien qui unissait le banquier local à ses clients ne se dissolvait pas facilement, car les moyens de communication encore peu développés laissaient la population dans un état de stabilité assez grande et les familles assez fortement enracinées au pays natal. Sans doute, les banquiers locaux manquaient d'esprit d'initiative et de perfectionnement ; les fils faisaient sans y rien changer, ce qu'avaient fait leurs pères ; mais on ne pouvait s'apercevoir, ni souffrir de cette méthode routinière, puisqu'on n'en connaissait pas d'autre.

Cette tranquillité et cette prospérité des banques locales se perpétuèrent toute la première moitié du siècle dernier. Mais la situation changea en 1848, lorsque le Gouvernement provisoire, pour conjurer la

crise économique à laquelle le pays était alors en proie, eût l'idée de créer dans les principaux centres des Comptoirs d'escompte. On espérait beaucoup de ces derniers. Mais cet essai fut infructueux. L'Etat cessa de protéger ces Comptoirs et ceux qui ne sombrèrent pas prirent la forme de banques particulières (1). Il y eut donc, dans les événements que nous venons de rappeler, plutôt une menace pour les banques locales qu'un accident. Mais cette menace aurait dû secouer leur inertie et leur révéler le danger des concurrences formidables qui les attendaient.

Ce péril ne tarda à se réaliser. Le second Empire fut marqué en effet, par la création de grandes sociétés de crédit. « La fondation de grandes sociétés de crédit, dit M. Cons, sociétés faisant appel à de nombreux capitaux, et dont la vente et le rachat des titres renouvellent constamment la qualité des commanditaires, allait démocratiser le crédit. A côté des banques privées, représentant encore l'ancien fonctionnement du crédit, comme les foires et marchés rappellent, avec non moins d'utilité qu'elles, les anciens procédés du commerce, les grandes sociétés allaient être dans le mécanisme financier contemporain ce que sont les Bourses pour les opérations commerciales » (2).

(1) Il y a encore des banques locales qui ont la dénomination de Comptoir d'Escompte.

(2) Cons, *Précis de l'histoire du commerce*, t. 2, p. 334.

Ces établissements de crédit ne cessèrent de se multiplier et de se fortifier. A part, une période correspondant à la guerre franco-allemande de 1870-71 et une autre période consécutive au krach de 1882, l'essor des grandes banques fut continu. Ce fut en même temps, le déclin des banques locales.

Il importe de déterminer avec exactitude les causes de l'affaiblissement de ces banques.

On peut les grouper logiquement en deux catégories : les causes de concentration économique, en général, les causes de concentration spéciales aux banques.

Causes générales de concentration économique

L'industrie se concentra dans certains centres où furent créées les grandes manufactures. La substitution d'un outillage mécanique perfectionné à un outillage rudimentaire permit une division plus grande du travail et la réalisation d'économies plus importantes sur les frais généraux des entreprises. Sans doute, la supériorité de la grande industrie sur la petite industrie n'explique pas, en elle-même et directement, le triomphe des grandes banques sur les banques locales. Mais il résulta de cette concentration industrielle une émigration, heureuse à certains égards et funeste à d'autres égards, des populations paysannes dans les centres manufacturiers. En même temps que les cam

pagnes, les villes non industrielles furent drainées par les cités industrielles. Dès lors, les banques locales, anciennement établies dans les régions désertées, se trouvèrent dépourvues d'éléments d'activité ; leurs clientèles émigraient, elles n'avaient plus de travail.

Les exemples de la disparition des petites industries, dont vivaient les banques locales, ne manquent pas. Il est manifeste, notamment, que les petites manufactures de drap de Basses-Alpes ont été éliminées et que, dans la même région, l'élevage des vers à soie n'est plus guère qu'un souvenir ; que, dans le Gard, l'industrie des tapis a baissé dans des proportions considérables (1).

Au même résultat, c'est-à-dire à l'émigration des clientèles des banques locales, tendit le développement des moyens de communication. Ce phénomène servit doublement les intérêts des grandes banques. D'une part, il attira vers elles les populations qui s'adressaient naguère aux banquiers locaux ; d'autre part, il leur permit de se multiplier et de s'étendre sur tout le territoire grâce à la formation de succursales et d'agences ; de la sorte, les grandes sociétés de crédit purent livrer combat aux banquiers locaux dans leurs propres régions.

Concentration industrielle, développement des moyens de communication eurent une cause commune :

(1) Baretz, *loc. cit.*, p. 12.

la machine. Ainsi les banquiers locaux apparaissent, eux aussi, en quelque manière, comme les victimes de cette dernière.

Causes spéciales de concentration des banques

Ces causes peuvent être ramenées à trois : l'abaissement du taux du loyer de l'argent, l'habitude du placement en valeurs mobilières, le perfectionnement des méthodes et de l'outillage par les grandes banques.

En premier lieu, il n'est pas douteux que les banquiers locaux ont eu à souffrir de l'abaissement du taux du loyer de l'argent (1). Le banquier emprunte pour prêter. C'est en cela que consiste son commerce. Son bénéfice plus ou moins grand est la différence qui existe entre le taux auquel il prête et le taux auquel il emprunte. Le banquier est ainsi dans la même situation que tout commerçant. Seulement il opère sur des capitaux au lieu d'opérer sur des marchandises ; au lieu d'acheter pour revendre, il emprunte pour prêter. On a très justement défini le rôle des banquiers à cet égard, en disant qu'ils sont des marchands de crédit. Or, cela étant, il est manifeste que l'avisement des capitaux a été défavorable aux banquiers locaux. La diminution du loyer de l'argent a engendré une

(1) Cf. sur ce point : Théry, *Société d'Économie politique* du 2 février 1898 ; Saurel, *loc. cit.*, p. 109.

diminution de bénéfice sur chaque opération de banque. Cette diminution de bénéfice ne pouvait être compensée que par une augmentation du nombre des opérations. De même que les grands bazars de marchandises ont fait une concurrence *ardente* aux petits magasins en vendant moins cher et en « se rattrapant », comme l'on dit, sur la grande quantité de choses vendues, de même les établissements de crédit, ces bazars modernes de la finance, ont pu étendre considérablement le champ de leurs opérations. Ils l'ont pu grâce à l'accroissement continu de leurs clientèles.

Mais les petites banques, dont les clientèles diminuaient progressivement dans la même mesure, ont vu au contraire se rétrécir le cercle de leurs opérations et, par suite, diminuer sans cesse leurs bénéfices.

Au surplus, il y a lieu d'observer que les grandes banques, vers lesquelles se mirent à affluer des clients de plus en plus nombreux qui y déposèrent leur argent, travaillèrent avec les dépôts innombrables qu'elles reçurent. Travaillant avec l'argent d'autrui, elles purent tirer de leurs capitaux des ressources bien supérieures à celles que les banques locales purent tirer des leurs, réduites qu'étaient ces dernières à travailler avec leur propre argent.

Cette considération nous amène à examiner une autre cause du déclin des banquiers locaux.

Nous voulons parler de l'habitude du placement en

valeurs mobilières (1). Autrefois les classes rurales et les classes moyennes ne plaçaient leur épargne que sur la terre. Elles étaient antipathiques au papier. C'était l'ère du bas de laine, comme l'a dit M. Théry. Celui qui voulait placer son argent allait chez son notaire qui servait d'intermédiaire entre l'emprunteur et le prêteur et l'on procédait à une constitution d'hypothèque en garantie du placement sur la propriété foncière. Aujourd'hui l'habitude des valeurs mobilières a pénétré partout, aussi bien dans la catégorie des petits rentiers et dans celle des paysans qu'ailleurs. Parmi les causes qui engendrèrent cette habitude, il ne faut pas manquer de mentionner la réclame, sans cesse perfectionnée, à laquelle se livrèrent les entreprises et les grandes banques elles-mêmes.

Or le résultat de cette démocratisation des valeurs mobilières est évident. Les épargnes, au lieu de se diriger vers la terre par l'entremise des notaires ou d'être déposées dans les banques locales, furent drainées par des entreprises commerciales et industrielles plus ou moins lointaines. Les titres de celles-ci furent lancés par les Etablissements de crédit. A leurs guichets affluèrent les capitaux dont se servaient autrefois les banquiers locaux. De telle sorte que ceux-ci, ne plaçant leurs propres capitaux qu'à un moindre profit que naguère, et, d'autre part, ne se

(1) Théry, *loc. cit.* ; Saurel, *loc. cit.*, p. 110-111.

procurant qu'avec difficultés des capitaux, en furent réduits à travailler avec leur propre argent, trop faible. Ils végétèrent et périclitèrent.

Enfin les Établissements de crédit donnèrent au commerce de banque une extension considérable. Ils développèrent avec une constante opiniâtreté tout ce qui se rattache à « la branche des titres » ; la garde des titres, les ordres de bourse, les assurances contre les remboursements au pair, la location des coffres-forts (1). L'organisation de ces services leur a permis de constituer une clientèle spéciale de capitalistes grâce auxquels ils ont pu aborder les grandes opérations financières, telles que les émissions et les conversions. Ce fut pour eux une source considérable de

(1) La location des coffres-forts donne satisfaction aux particuliers qui ne veulent pas confier au banquier le secret de leurs affaires. Ce genre de convention exclut la possibilité d'un recours contre le banquier. Mais, pratiquement, les risques sont quantité négligeable si le service du coffre-fort est soigneusement organisé. Et chacun sait que nos grandes maisons de banque ont apporté toute leur application sur ce point. L'inconvénient, c'est que cette convention nuit aux créanciers du locataire qui peuvent difficilement exercer leurs droits.

Cf. Torquebiau, *Des dépôts en banque et de la location des coffres-forts*, 1903 ; Schatz, *De la location des coffres-forts*, thèse Paris, 1903 ; Valéry, *Traité de la location des coffres-forts*, 1905 ; Deschamps, *Des conventions conclues avec les banquiers pour la conservation des valeurs mobilières*, 1905 ; Jocard, *Du dépôt des titres en Banque*, thèse Paris, 1907.

Sur les droits des créanciers, voir les ouvrages précités, notamment Jocard, p. 215 et s. ; Dalloz, 1901, 2, 441 ; 1901, 2, 443 ; 1902, 2, 25 ; 1902, 2, 225 ; 1903, 2, 272 ; 1905, 2, 46 ; 1906, 2, 46.

profits. En outre le développement des services a été un facteur puissant de l'augmentation des dépôts. Lorsqu'un client passe un ordre d'achat en bourse et verse la « couverture », la grande banque exécute l'ordre, mais c'est seulement quelques jours après son exécution qu'elle règle l'agent de change ; pendant ce délai, elle fait travailler la somme. La garde des titres exige des installations matérielles onéreuses ; mais les titres déposés produisent des intérêts qui sont sans doute portés au crédit du compte des déposants, mais qui restent disponibles un temps plus ou moins long. Cee sommes, elles aussi, travaillent.

On voit tout le profit qu'ont retiré les Etablissements de crédit de l'extension de leurs services ; ils surent offrir aux clients tous les avantages et tous les attraits. Leur attention fut continuellement éveillée sur les besoins du public, et chaque jour, ils cherchèrent à améliorer leur organisation pour y satisfaire. Servir tous les désirs, tous les intérêts de la clientèle, c'est non seulement un sûr moyen de la conserver, c'est un moyen de l'augmenter.

Les banques locales, au contraire, demeurèrent dans la routine de leurs anciens procédés. Les méthodes ne se modifiaient pas. Les banques ne tentaient pas de répondre aux besoins nouveaux par l'accomplissement de nouvelles opérations et la création de nouveaux services. La plupart du temps la banque locale était inférieure à la succursale de la grande banque établie à côté

d'elle. La banque locale ne renseignait pas les clients sur les placements opportuns ; elle n'avait pas de service de titre ; elle ne faisait pas d'opérations de bourse ; souvent elle ne répondait pas à beaucoup d'autres desiderata de ceux qui se présentaient à son guichet.

La cause de cette stagnance résidait en grande partie dans la pénurie de capitaux. Pour élargir son cadre, pour créer de nouveaux services, rivalisant avec ceux des grandes banques, la banque locale eût du avoir beaucoup d'argent ; elle n'en avait pas assez. Mais une autre raison contribua à cette indolence des banques locales. Elle appartenait à la psychologie même du banquier local. Précisément parce que la banque locale passait de père en fils, elle n'était pas toujours dirigée par un individu éveillé aux nécessités nouvelles, assez rempli de l'initiative qu'il aurait fallu, assez prompt à l'observation et à la résolution, assez souple pour se plier aux disciplines rendues nécessaires par les circonstances. Au contraire, les Sociétés de crédit mettaient à leur tête des hommes avisés, choisis ; elles investissaient le personnel dirigeant d'une autorité proportionnelle à la capacité.

On peut appliquer aux banques ce que M. Cauwès a dit des entreprises industrielles : « Dans les grandes entreprises, et spécialement lorsqu'elles sont constituées sous la forme de Sociétés, le personnel dirigeant est investi de l'autorité en raison de sa capacité, et non pas en raison de la possession du capital. Au

contraire, dans les entreprises de moindre importance, le capital appartient ordinairement à l'entrepreneur. Le chef d'une entreprise industrielle concentre en lui toutes les fonctions dirigeantes, et il est rare que la direction n'ait pas une partie faible ».

Etat actuel.

Quel est l'état actuel des banques locales ?

Leurs rangs ont été sans doute largement fauchés sous les coups des Etablissements de crédit. Mais affaiblissement n'est pas synonyme de mort. Il ne faudrait pas croire que les banquiers locaux soient une espèce disparue de notre vie économique. Lysis, dans la *Revue* (1), s'est complètement trompé à ce sujet. A l'en croire il régnerait en France un régime de monopole de la banque, non pas un monopole relatif, mais un monopole absolu. Il s'agirait d'un véritable trust des Etablissements de crédit.

Rien n'est moins exact. Sans doute les banques locales ont diminué de nombre, mais elles n'ont pas quitté la scène de nos institutions. Il en existe un peu partout, mais spécialement dans les régions du Nord et de l'Est. Testis, dans la *Revue politique et parlementaire*, en a dressé une liste assez importante.

(1) N^{os} Avril-mai-juin 1907.

M. Barety, dans sa thèse de 1908, a donné les monographies d'un certain nombre d'entre elles (1).

Les banques de la région lorraine sont même si actives qu'on a calculé que, dans le département de Meurthe-et-Moselle, le chiffre d'affaires par elles réalisé atteignait 2 milliards 800 millions en 1904, tandis que le chiffre d'affaires obtenu par les agences des Sociétés de crédit étrangères au département n'atteignait que 900 millions (*France économique*, 19 décembre 1905, p. 1148).

On peut même noter l'existence, dans d'heureuses conditions, d'une banque appartenant à une région d'où la population émigra pourtant vers les citadelles manufacturières. Nous parlons de la banque de Barcelonnette, dans les Basses-Alpes, d'où la ruine de l'industrie du drap a produit un courant d'émigration important. Le succès de cette banque, fondée en 1895, s'explique par ce fait que beaucoup d'émigrants,

(1) 1907, p. 471.

(2) Pages 120 à 135 : Société marseillaise de crédit industriel et commercial ; Banque de Bordeaux ; Société nancéienne de crédit industriel et de dépôts ; Banque privée industrielle, commerciale, coloniale de Lyon-Marseille ; Crédit du Nord, installé à Lille, Roubaix et Paris ; Comptoir d'Escompte de Nancy ; Banque de Nancy ; Société lyonnaise de dépôts de comptes courants et de crédit industriel ; Crédit Havrais ; Comptoir d'escompte de Fougères ; Banque de Barcelonnette ; Comptoir des Ardennes ; Comptoir d'escompte de Mulhouse et Banque de Strasbourg, restées françaises par leurs agences et par la composition de leurs conseils d'administration ; Comptoir de la Sarthe.

après fortune faite, au Mexique ou ailleurs, reviennent au pays et y apportent leurs capitaux. C'est là, pour la banque en question, une situation privilégiée (1).

Les banques locales accusent une tendance marquée à la concentration. Ne confondons pas avec la concentration que nous avons en vue, l'absorption dont certains banquiers locaux ont été l'objet de la part de grands Etablissements de crédit (2). Par concentration des banques locales, nous entendons d'abord l'absorption de certaines banques locales par une autre banque locale, plus puissante. Cette dernière devient régionale et fait des autres des succursales ou des agences. C'est ainsi que la *Société Nancéienne de crédit industriel et de dépôt* a absorbé, en 1906, les banques Greff et Fordoxel ; qu'elle a acquis, en 1908, la banque de Meurthe-et-Moselle, à Nancy. C'est encore ainsi que la Banque de Bordeaux a absorbé des petites banques de la région du Sud-Ouest qu'elle a transformées en agences. Une pareille importance régionale a été acquise par la Société marseillaise, par la banque privée de Lyon, par la banque de Mulhouse, par la banque du Nord, etc. (3).

Par concentration des banques locales, nous entendons aussi la fédération de celles-ci. Il existait, depuis assez longtemps, une *Union des banquiers des départe-*

(1) BARETZ, *loc. cit.*, p. 12-13.

(2) *Ibidem*, p. 109-110.

(3) Voir le détail dans Barety, *loc. cit.*, p. 110 et s.

tements. C'était une association professionnelle, mais dont le but était limité à l'étude des questions juridiques ou contentieuses intéressant la profession de banquier et dont les réunions se produisaient à des intervalles trop éloignés. Il y avait aussi un *Syndicat d'émission des banques de province* dont l'objet était de présenter à ses adhérents des affaires locales. Mais le caractère exclusivement local des affaires présentées aux banquiers faisant partie de ce Syndicat condamna ce groupement à la stagnation.

En 1899, un membre de ce Syndicat d'émission signala l'avantage qu'il y aurait à présenter aux banquiers des affaires d'intérêt général aussi bien que des affaires d'intérêt exclusivement local. Le groupement se transforma et devint « *le Syndicat des banquiers de province* ».

Le but du Syndicat était : 1° de communiquer à ses adhérents tous renseignements financiers parvenus à la connaissance du comité ;

2° D'étudier toutes les affaires financières, commerciales et industrielles, susceptibles de les intéresser ;

3° De faciliter leur participation à la formation de Sociétés par la prise ferme ou à option de toutes valeurs à émettre ;

4° D'obtenir pour ses adhérents les meilleures conditions possibles pour leur participation aux émissions de titres.

Le Syndicat prit une telle extension que ses direc-

teurs durent créer à côté de lui un organe représentatif et exécutif, traitant en son nom et pour son compte. Ce fut la Société centrale du Syndicat des banques de province qui se constitua sous la forme d'une Société anonyme.

Les banquiers de province ont montré d'autres symptômes du réveil de leur énergie.

Ils ont augmenté leur capital et cherché à étendre le domaine de leurs opérations (1).

En Allemagne, les banques locales tendent aussi à la concentration, mais parfois sous des modalités différentes. Régionale en France, la concentration tend, en Allemagne, vers les banques de Berlin.

Tandis, d'autre part, qu'en France l'on procède par la voie de l'extension par agences, la politique d'amalgamation, c'est-à-dire de prises de participation des banques régionales les unes chez les autres, règne plutôt en Allemagne.

En d'autres termes, les modes de concentration des banques allemandes (commandites, participations, associations d'intérêts) tendent, dans une mesure plus ou moins large, à faire perdre aux banques leur individualité (2). Chez nous, la concentration des

(1) *Loc. cit.*, p. 110 et s. ; Barety, p. 112 et s., et, notamment, p. 117, le tableau comparatif du portefeuille d'une quinzaine de banques locales.

(2) Depitre, *Le mouvement de concentration dans les banques allemandes*, thèse Paris, 1903 ; Barety, *loc. cit.*, notamment chap. 3.

banques locales a abouti à la création du syndicat des banquiers de province, lequel ne porte aucune atteinte à l'autonomie des banques syndiquées.

En somme, M. Barety résume ainsi le mouvement comparé de la concentration en France et en Allemagne (1) :

1° En France, les Banques locales privées ont tendance à se transformer en sociétés anonymes ou à devenir agences ou succursales d'établissements de crédit ou de banques plus importantes.

En Allemagne, les banques privées ont tendance à entrer dans la *sphère d'influence* d'un établissement plus puissant, en général, d'une des six grandes banques berlinoises, soit qu'elles en deviennent succursale ou filiale, soit qu'elles lui accordent une participation ou une part d'intérêt.

2° Il y a, en France, organisation fédérative des Banques locales, sans entente financière.

Il y a, en Allemagne, six groupes de grandes banques, toutes intéressées, sous des modalités différentes, à la moitié des autres banques allemandes.

Ce que sont d'ailleurs, actuellement, les banques locales, on peut surtout en juger par le Syndicat des banques de province. Mais nous ne devons pas ici empiéter sur notre chapitre ultérieur, consacré à l'étude du groupement fédératif de nos banques

(1) *Loc. cit.*, p. 190 et 191.

CHAPITRE III

CONDITIONS ÉCONOMIQUES DES BANQUES LOCALES

LA CONCURRENCE.

Nous avons indiqué les causes qui ont présidé au déclin des banques locales. Il nous faut maintenant préciser les conditions dans lesquelles se trouvent ces banques et qui s'opposent à leur développement. En d'autres termes nous devons rechercher quels organismes sont en concurrence avec les banques locales et à quelles difficultés ces dernières se heurtent pour lutter contre ces adversaires.

Les Etablissements de Crédit

Les traits qui montrent la force des établissements de crédit font voir en même temps la faiblesse des banques locales. Les Sociétés de crédit sont des organismes puissants et merveilleusement outillés. Leur description tient tout entière en ces deux caractères : l'accumulation de leurs capitaux, le nombre et le perfectionnement de leurs organes.

1° *L'accumulation des capitaux.* — La forme même de Société anonyme qu'adoptent les Etablissements de crédit leur permet de réunir d'importants capitaux. Cette forme les rend susceptibles d'une extension facile et indéfinie. Les formalités légales à remplir pour rentrer dans une Société par actions sont simples ; les parts d'association sont petites et aisément abordables à une grande quantité de capitalistes ; la négociabilité des titres assure une mobilisation constante du capital engagé. Chaque nouvel actionnaire accroît le capital de la Société de crédit. Et le crédit de la Société augmente avec son capital. Avec ce crédit ne peut rivaliser celui des banques locales, qui n'ont guère que les capitaux des chefs de maisons ou qu'une commandite. La responsabilité personnelle et indéfinie des membres d'une société en nom collectif, dans l'hypothèse où la banque locale revêtirait cette forme, est loin de fournir au crédit une base égale à celle qui résulte d'une accumulation illimitée des capitaux dans la société anonyme. Car les fortunes des individus ont des bornes. La forme anonyme des Sociétés de crédit présente encore un avantage, c'est que tout actionnaire devient presque nécessairement un client. Or cet avantage n'est pas négligeable si l'on considère que les titres des Sociétés de crédit sont aux mains d'un grand nombre de personnes.

Une autre source de capitaux, plus abondante encore, pour les Etablissements de crédit, ce sont les *Dépôts*.

Grâce à leur savante organisation, à l'influence qu'elles ont su prendre et entretenir sur le public, les grandes banques sont parvenues à drainer l'argent de toutes les régions du territoire, à attirer dans leurs agences innombrables des foules sans cesse accrues de déposants. Tous ces dépôts ont convergé vers les sièges sociaux des Etablissements, à Paris, où ils ont formé des milliards. On a justement comparé, à cet égard, les agences des Sociétés de crédit à des tentacules étendues sur l'épargne.

Mais les chiffres sont encore bien plus éloquentes que les métaphores. Nous reproduisons ici le tableau qu'a donné M. Domergue et qui rend un compte lumineux de la progression des dépôts dans les grands Etablissements de crédit (1).

Montant des dépôts dans les quatre grandes Sociétés financières
à la fin de l'année 1897 et au 31 décembre 1908.

	MILLIONS DE FRANCS		
	31 décembre 1897.	31 décembre 1908.	Augmentation en 1897 et 1908.
<i>Crédit Lyonnais</i>			
Dépôts à vue.....	930.....	1.741.....	811
— à terme. . . .	48.....	41.....	(-7)
TOTAL.....	978..	1.782.....	804
<i>Société générale</i>			
Dépôts à vue.....	477.....	4.418.....	941
— à terme. . .	111.....	168.....	57
TOTAL.....	288.....	4.286.....	998

(1) Domergue, *loc. cit.*, p. 50.

	31 décembre 1897.	31 décembre 1908.	Augmentation en 1897 et 1908.
<i>Comptoir d'escompte</i>			
Dépôts à vue.....	373.....	915.....	542
— à terme....	61.....	60.....	(-1)
TOTAL.....	434.....	975.....	541
<i>Crédit industriel</i>			
Dépôts à vue.....	95.....	160.....	65
— à terme....	14.....	33.....	19
TOTAL.. ...	109.....	193.....	84
<i>Les 4 Sociétés</i>			
Dépôts à vue.....	1.575.....	3.934.....	2.359
— à terme....	234.....	302.....	68
TOTAL.....	1.809.....	4 236.....	2.427

D'autre part, en 1887, le total des dépôts ne s'élevait pour ces quatre établissements qu'à 1.084 millions.

Ainsi, alors qu'entre le 31 décembre 1887 et le 31 décembre 1897, le montant des dépôts dans les quatre établissements ci-dessus désignés n'avait progressé que de 725 millions de francs, entre le 31 décembre 1897 et le 31 décembre 1908, l'augmentation a atteint la *somme formidable de 2,427 millions, et le total des sommes déposées à cette date est de 234 0/0 supérieur au total de 1897.*

Tous ces capitaux ont été attirés, de toutes les régions, par les établissements de crédit. Autrefois, ces capitaux prenaient le chemin des études de notaires et des banques locales. Ce phénomène explique à la fois la puissance capitaliste des Sociétés de crédit et la faiblesse des banquiers locaux.

Mais comment les Etablissements de crédit sont-ils

arrivés à un semblable pouvoir d'attraction et à un pareil drainage des épargnes ?

2° *Le nombre et le perfectionnement des organes.*—

Les grandes banques ont couvert le territoire d'un vaste réseau d'agences et de succursales, elles ont pu ainsi être partout et faire des affaires partout. Elles ont d'ailleurs eu la chance de ne pas voir leurs risques se multiplier en proportion de la diffusion de leur exploitation (1). Et c'est dans leur organisation même qu'elles ont trouvé certaines garanties spéciales. Opérant elles-mêmes, par leurs agences, leurs recouvrements, elles ont pu échapper aux risques qu'elles auraient courus si elles s'étaient adressées à des intermédiaires. En outre, c'est un fait d'expérience, comme l'a dit M. Saurel, que l'appréciation du risque est plus exacte quand on l'envisage avec un certain recul ; à cet égard, le contrôle superposé des agences et du siège social a produit de bons résultats. Enfin, par leurs services spéciaux, les grandes banques ont pu suivre constamment les variations des cours et se procurer des informations nombreuses et précises.

Il faut aussi noter que cette diffusion de l'exploitation, non seulement s'est effectuée sans risques sérieux, mais encore a permis aux capitaux en réserve de se porter sur les points où ils étaient les plus demandés et où, par suite, ils étaient appelés à produire leur maximum d'effet.

(1) Saurel, *loc. cit.*, p. 33 et s.

La multiplicité des organes s'est accompagnée de leur perfectionnement. La direction des services a été confiée aux plus capables. Les directeurs sont renouvelés, ce qui permet un rajeunissement des méthodes. Il y a, dans une grande banque, toute une hiérarchie, savamment construite et entretenue, depuis le directeur jusqu'au plus infime des employés.

Au contraire, les banques locales n'ont qu'une portée d'action restreinte. Elles sont gouvernées par un seul, qui est souvent le fils du précédent chef de maison ; c'est un pouvoir héréditaire et à vie.

Les établissements de crédit ont multiplié leurs services, ont été continuellement à l'affût de toutes les affaires ; ils préviennent les désirs de la clientèle, ils font de la réclame, ils ont des « démarcheurs », ils ouvrent leurs portes toutes grandes et ils cherchent le client chez lui.

Faut-il reproduire ici les propos fameux de Lysis ? (1)
« L'organisation de nos sociétés de dépôt, dit-il, est unique, c'est un modèle du genre, un chef-d'œuvre, elle n'a son pendant nulle part ailleurs. On peut comparer cette organisation à un engin de pêche formidable, à une sorte de nasse gigantesque qu'on a jetée sur la France, et qui est si habilement disposée que tous les poissons doivent y entrer. » Et l'auteur dépeint la suggestion qu'exerce l'établissement sur le

(1) *La Revue*, 1907, *loc. cit.*

client qui lui a apporté sa fortune en dépôt, par les canaux de toutes ses agences et de tous ses démarcheurs. « Le Crédit Lyonnais dit qu'une valeur est bonne, le Crédit Lyonnais ne peut se tromper. En raison justement de leur rôle incolore, les employés d'agences ont le prestige d'agents administratifs, on voit en eux l'émanation d'un pouvoir central très puissant dont les inspirations sont infaillibles. »

En présence de toute cette activité déployée par les grandes banques, les banquiers locaux sont restés — et restent encore — trop endormis dans la routine de leurs méthodes traditionnelles. Comme d'ailleurs les banques locales ont relativement peu de capitaux, et qu'elles trouvent difficilement à les employer, parce qu'ils manquent de mobilité, elles sont conduites au déclin, à la stagnation des affaires.

En somme, accumulation formidable de capitaux, esprit de progrès du côté des Etablissements de crédit ; insuffisance de capitaux, esprit de routine du côté des banques locales. Voilà sous quel aspect se révèle la concurrence.

La Banque de France

Avec la plupart des économistes contemporains, nous avons déploré, dans notre chapitre sur l'Utilité des banques locales, ce fait que les Etablissements de crédit ne commanditent pas les entreprises françaises.

Au lieu de venir en aide, avec l'argent des dépôts, aux producteurs nationaux, ils dirigent les placements vers les valeurs étrangères. Seconder la production et le commerce régionaux, c'est, avons-nous dit, le rôle naturel et traditionnel des banques locales.

Or, loin de favoriser les banques locales dans l'intérêt général du pays, la Banque de France a au contraire réservé un véritable traitement de faveur aux Sociétés de crédit. En cela elle a été leur alliée dans la concurrence contre les banquiers locaux.

M. Domergue, dès 1905, insistait sur la responsabilité de la Banque de France dans l'affaiblissement des banques locales (1). « La Banque de France, disait-il, a vu se développer autour d'elle les grandes Sociétés de crédit : elle avait tous les moyens de se rendre compte de leur progrès, de leurs tendances, de l'évolution qui les poussait dans la voie stérilisante qu'elles suivent. Elles les a vues absorber peu à peu les banques locales, entamer les banques régionales ; et, loin de réagir, comme c'était son intérêt et son devoir, elle a laissé faire. Et maintenant, elle s'aperçoit que son tour arrive et qu'elle est devenue le simple caissier de ces établissements au lieu d'être restée leur banquier. »

Et l'éminent économiste concluait en disant que c'est en reprenant la direction du crédit en France,

(1) Domergue, *Comment et pourquoi les affaires vont mal en France ?* 1905.

et en le *relocalisant*, pour pouvoir le surveiller de plus près que la Banque de France reprendra sa vraie place et remettra les choses en bonne voie pour le plus grand profit et la plus grande sécurité des affaires.

Mais la Banque de France ne s'est pas contentée de favoriser le déclin des banques locales, en gardant une attitude de neutralité entre elles et les Etablissements de crédit. Elle a pris une attitude nettement hostile aux premières en accordant aux autres des faveurs injustifiées.

C'est un point que M. Domergue a mis en plein relief (1).

L'intention de la Banque de France se révèle par ses circulaires du 12 novembre 1908 et du 28 juillet 1909 dans lesquelles elle enjoint aux directeurs de « développer ses relations directes avec les industriels, les commerçants et les agriculteurs » (2). Sans doute ces circulaires prennent soin de dire qu'il ne peut être question d'opposer une concurrence préjudiciable aux maisons de banque qui ont coopéré si souvent à la prospérité de leur région et qui, d'ailleurs, demeurent des intermédiaires indispensables dans de nombreuses circonstances ». Mais la Banque de France ne se rend-elle pas compte que, par la force même des choses, c'est sur ces intermédiaires indispensables, que sont les banquiers locaux, que va peser son action.

(1) *La question des Sociétés de crédit*, 1909, p. 22 et s.

(2) *Ibidem*, p. 22-24, voir le texte intégral de ces circulaires.

Comme le dit M. Domergue, il y a trois sortes de papier : le très bon, le bon et le passable. Le très bon et le bon ne vont pas à la Banque de France, parce que les Etablissements de crédit les escompteraient toujours à un taux inférieur à celui de la Banque de France. Il reste donc le papier passable. Or celui-ci est précisément « *le pain quotidien de la banque locale.* » Si la Banque de France le lui prend, il ne lui restera plus rien.

La Banque de France proclame qu'elle veut venir en aide au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. Mais les agriculteurs, les commerçants et les industriels trouvent, dans les Etablissements de crédit et dans les banques locales, toutes les facilités d'escompte. Ce qu'ils n'ont pas, c'est la commandite, c'est le crédit personnel. Or ce crédit-là, ce crédit fait à la personne dans les heures mauvaises et en considération de son honnêteté et de l'intérêt qu'elle mérite, ne peut pas être fait par les Etablissements de crédit ; du moins ils ne le font pas. La Banque de France ne peut pas le faire non plus, et, à elle on n'en peut faire un grief puisque ses statuts le lui défendent. Ce crédit, nous l'avons montré et nous le répétons, est le rôle traditionnel et naturel, la raison d'être même des banques locales.

Si la Banque de France voulait effectivement favoriser les affaires locales, elle devrait créer des places *bancables* là où il y a des entreprises à féconder plutôt

que là où les Sociétés de crédit jouent, suivant le mot de M. Domergue, le rôle de pompe aspirante.

Le papier bancable est celui qui est accepté par la Banque de France, à l'escompte ou à l'encaissement. Il comprend le papier payable dans une localité où la Banque de France possède une succursale. Le papier non bancable est celui qui est payable dans une localité où la Banque de France n'a pas un service d'encaissement organisé ; les détenteurs de ce papier (négociants, sociétés de crédit, banques locales), sont donc contraints de les faire recouvrer par leurs correspondants ou de les recouvrer eux-mêmes. Le papier non bancable se trouve donc dans des conditions d'infériorité, et c'est pourquoi il est grevé de frais supplémentaires constituant le légitime bénéfice du banquier.

Ces notions rappelées, que pourrait faire la Banque de France pour favoriser les banques locales, ou, tout au moins, pour ne pas leur nuire ? Elle pourrait, par exemple, exiger que l'agence ne présente à la succursale dans le rayon de laquelle elle opère que le seul papier que son courant d'affaires lui aura permis de recueillir dans la région, en y ajoutant le papier, payable sur place, qui lui aura été transmis.

En agissant ainsi, la Banque de France acquerrait des informations précises sur la situation du crédit local et l'importance des affaires régionales. Dès lors l'agence de l'Etablissement de crédit serait obligée, pour faire face à ses besoins, de puiser dans ses pro-

pres dépôts, dans son portefeuille de place, sauf, en cas d'insuffisance, à réclamer un envoi de fonds par son siège central.

« Cette possibilité serait, dit M. Domergue (1) la seule différence entre ses conditions d'existence et celles de la banque locale. Comme celle-ci, il lui arriverait, dans les cas urgents, de réaliser un papier un peu long, ce qui, d'ailleurs, procurerait à la Banque de France un supplément naturel de bénéfices.

« En tolérant une dérogation constante à ce principe d'équité et d'élémentaire prudence, la Banque de France est arrivée à ce résultat : les conseils d'administration de ses succursales sont obligés d'accepter, les yeux fermés, les paquets d'effets présentés par la Société de crédit. Trop souvent, pour grossir leur chiffre d'affaires, on les voit se laisser dominer par la préoccupation de ne pas s'aliéner ce gros client, en le faisant attendre avant de l'autoriser à passer à la caisse.

« Or ces paquets d'effets — se demande l'auteur que nous citons — quelle est leur composition ?

« En fait, tout le portefeuille des agents de province est expédié, chaque jour, au siège central de Paris. Là, il est, sans autre considération morale, classé par échéance. C'est dans ce portefeuille commun que la direction de Paris puise pour fournir à chaque agence

(1) *Loc. cit.*, 29.

les ressources de caisse que cette dernière réclame. Dans ces conditions, comment le directeur de la succursale de la Banque de France pourrait-il se livrer à une étude sérieuse de la valeur du papier qu'on lui envoie ? Il se dit — on le lui suggère au besoin — que « le pavillon convre la marchandise ». Le paquet est donc accepté de confiance : on fait le total et le caissier délivre les fonds » (1).

Il est bien évident que ce passage si rapide de tous ces effets, des plus diverses provenances, par les guichets de la Banque de France, ne lui permet pas de se rendre un compte exact de la marche des affaires. Elle n'est pas informée de l'état du crédit local. Elle travaille donc à son propre détriment et elle cause un tort certain aux banques locales par le régime de faveur qu'elle accorde aux grands Etablissements de crédit.

Non seulement la Banque de France se joint à ces derniers dans la concurrence qu'ils font aux banquiers locaux, mais elle est elle-même une concurrente directe. Etablie à côté des banques locales, elle travaille, comme toutes les banques, avec l'argent que le public lui procure. Elle a en effet rajeuni ses méthodes. Autrefois elle ne recevait de dépôts de fonds que des titulaires de comptes-courants. Or l'ouverture des

(1) L'auteur note même qu'on rencontre dans ces bordereaux des papiers n'ayant de commercial que la forme. On y trouve, dit-il, des tirages : valeur en loyer, valeur en intérêts non échus — et même valeur en leçons de piano.

comptes-courants était entourée de formalités qui, malgré leur simplicité, rebutaient les déposants. Depuis 1894, la Banque de France a supprimé ces formalités et l'accès des dépôts avec usage du chèque est devenu libre à quiconque en fait la demande. D'autre part, le minimum des prêts a été abaissé à 250 francs, ce qui a eu pour naturelle conséquence d'accroître la clientèle des petits emprunteurs.

Travaillant avec l'argent que lui apporte le public, la Banque de France diminue par là même les ressources des banquiers locaux. Elle ouvre aussi des comptes d'avances sur titres et elle se charge, comme toute banque, de l'exécution des ordres de bourse pour n'importe quel client.

Sur le terrain du crédit agricole la Banque de France concurrence aussi les banques locales. Car elle s'est engagée — et ce fut là une des conditions de son renouvellement en 1897 — à avancer gratuitement quarante millions à des caisses de crédit agricole et à escompter le papier des associations agricoles.

Autres concurrences.

Dans une certaine mesure les trésoriers-payeurs font office de banquiers et concurrencent les banques locales (1). Ils peuvent effectuer des opérations au

(1) Parisy, *La France économique*, n° 37, septembre 1907 ; Barety, *loc. cit.*, p. 107 et 108.

comptant sur des valeurs françaises, les acheter et les vendre, payer des coupons de titres. Autant de bénéfices enlevés aux banquiers.

Les Monts-de-Piété eux-mêmes apparaissent comme des concurrents pour les banquiers locaux, puisqu'ils peuvent faire jusqu'à un certain chiffre des avances sur titres et qu'on projette du reste d'élever ce chiffre. Nous n'insistons pas sur ces concurrences qui ne sont, auprès de celles des Etablissements de crédit et de la Banque de France, que bien secondaires.

CHAPITRE IV

LA RÉGLEMENTATION

Plusieurs faits sont certains, l'affaiblissement des banques locales, la concentration des capitaux aux mains des établissements de crédit, la direction vers les placements étrangers que ces établissements impriment à l'épargne française. Tous ces faits sont solidaires. Comment y remédier ?

Le remède est nécessaire, car il intéresse la vie nationale dans ses expressions essentielles : l'agriculture, l'industrie, le commerce.

Un premier remède s'offre à l'esprit : c'est la réglementation législative. Quelle est la valeur de ce remède ?

Deux questions appellent une solution. D'abord cette réglementation est-elle juste et peut-elle être efficace en elle-même ; c'est une question de principe. Ensuite, la réponse à ce premier point d'interrogation étant supposée affirmative, il importe de savoir quel doit être l'objet de la réglementation ? C'est une question d'application.

Section 1^{re}. — Le principe de la réglementation (1)

Pour empêcher le capital français de se détourner de la France, que sied-il de faire ?

Trois attitudes sont possibles *a priori* : celle du laisser faire, celle de la nationalisation du commerce de banque, celle de la réglementation.

Laisser faire, c'est le mot de ceux qui attendent du libre jeu des lois économiques abandonnées à elles-mêmes la solution de toutes les difficultés. C'est un mot de découragement et de fatalisme. Sans doute, les lois existent, dans l'ordre économique comme dans l'ordre naturel, mais si, dans l'un et l'autre, elles ne peuvent être supprimées, elles peuvent du moins être canalisées et employées au profit du bien-être humain. Ainsi en est-il de cette loi de concentration. L'homme a mieux à faire qu'à regarder les lois développer sans résistances la série de leurs conséquences ; il doit chercher à les tourner à son profit. Il faut croire en l'efficacité de l'effort. Aussi bien ce parti de paresse qu'est celui du laisser faire, laisser passer, invoque-t-il des considérations rationnelles. Il invoque la liberté.

« Nous ne sommes plus au temps, écrivent

(1) Cf. sur la question : Lefranc, *La liberté du commerce et les établissements de crédit*, 1910 ; Doumergue, *op. cit.*

MM. Yves Guyot et Raffalovich, où les temples de Delphes et de Délos, renfermaient des dépôts sacrés. On l'a oublié parfois. Et l'intervention des Etats s'est produite précisément à la suite des crises provoquées par les lourdes erreurs de certains établissements de crédit. Or là, comme en toutes autres affaires commerciales, il importe de laisser agir les conséquences des fautes commises. C'est le seul moyen efficace pour éviter le retour des imprudences et la seule sanction réelle pour les punir. Le banquier doit donc remplir sa fonction sous l'empire de la liberté ; il doit compter sur lui avant tout et se considérer comme responsable de tous ses actes » (1).

En d'autres termes, le commerce de banque comme tous les autres, doit demeurer absolument libre. La loi doit se garder d'intervenir dans un domaine abandonné à la liberté des contrats. L'intervention de l'Etat est un attentat à la liberté individuelle et à la liberté contractuelle qui en est le corollaire. Au surplus, la meilleure sanction qu'on puisse donner aux fautes, c'est de laisser ceux qui les ont commises en subir les conséquences.

A cela il est facile de répondre que la liberté individuelle et celle du commerce comportent des restrictions nécessaires dans l'intérêt général. Des adversaires résolus de l'étatisme, comme M. Frédéric Passy,

(1) *Dictionnaire du Commerce, de l'Industrie et de la Banque.*

reconnaissent eux-mêmes que l'Etat a pour mission « d'empêcher les empiétements réciproques des activités » (1). Considérons particulièrement le commerce de l'argent, c'est-à-dire la banque. Qui osera soutenir que sa liberté ne doive être soumise à certaines restrictions indispensables ? On admet très bien qu'une loi fixe le taux de l'intérêt et interdise les prêts usuraires. On a très bien admis que la loi de 1867 réglât les sociétés anonymes. « Supposons, dit M. Domergue, que la France fût la seule nation ayant une récolte de blé suffisante pour ses besoins, alors que les autres pays n'eussent que des récoltes déficitaires. Protesterait-on, dans ce cas, contre une mesure législative interdisant la sortie du blé de France, afin de nous empêcher de subir la famine ? Or aujourd'hui, chez nous, *il y a famine de capitaux pour les affaires françaises*, et cela, de par la seule volonté des dirigeants des grands établissements de crédit » (2).

Quant à cette considération qu'il faudrait laisser agir, en matière de banque, comme ailleurs, les conséquences des fautes commises, et que ce serait le meilleur moyen d'en empêcher le retour, le même auteur y a répondu avec infiniment d'esprit et de raison : « Comme la lance d'Achille, diront-ils, la

(1) La faillite de l'Etatisme, *Revue politique et parlementaire*, juin 1909.

(2) Domergue, *loc. cit.*, p. 118.

liberté guérit elle-même les blessures qu'elle peut faire. Que la lance d'Achille ait guéri toutes les blessures qu'elle faisait, je concède que c'est là une vérité surabondamment démontrée aujourd'hui. Mais j'ai de la méfiance pour le reste » (1).

A la conception du laisser faire s'oppose diamétralement celle de la nationalisation de la banque (2). Il y a autant de naïveté à tout attendre de l'Etat qu'à tout attendre de la liberté. L'Etat ne peut pas tout faire et il fait déjà bien des choses. On voudrait l'Etat banquier comme on voudrait l'Etat mineur, l'Etat transporteur universel, l'Etat commerçant et industriel dans tous les domaines.

C'est en vérité une singulière façon de résoudre les problèmes que de faire appel à ce *deus ex machina* qu'est l'Etat.

En réalité, ni les individus ne peuvent tout faire seuls, ni l'Etat ne peut tout faire seul. Celui-ci et ceux-là ont leur rôle bien déterminé. Nous estimons que le commerce de banque appartient aux individus, qu'il doit être libre sous certaines restrictions inévitables.

Ces restrictions marquent précisément le rôle de l'Etat.

« Le premier devoir de l'individu, dit Bluntschli,

(1) *Ibidem*, p. 76.

(2) Domergue, p. 77.

consiste dans le développement de ses facultés ; de même l'Etat est un être moral qui a pour mission de *développer les forces latentes de la nation*, de provoquer l'éclosion de ses facultés, ce qui implique en deux mots, la conservation et le progrès ».

La conservation et le progrès de la France, le développement de ses forces latentes, exige, nous le savons, que l'épargne nationale soit dévolue à notre commerce, à notre industrie, à notre agriculture. Tout ce que l'Etat fera pour atteindre ce résultat sera donc légitime.

La réglementation par l'Etat est justifiable et désirable lorsqu'elle tend à protéger la plus grande somme possible d'intérêts. Or, un certain nombre d'individus qui représentent les établissements de crédit, sont en conflit avec les banques locales ; si l'observation se bornait à ce fait, l'intervention de l'Etat ne serait peut-être pas justifiée, car il ne s'agirait que d'une rivalité d'intérêts particuliers. Mais il y va de bien plus. Les banques locales sont solidaires de la prospérité des régions dans lesquelles elles sont établies, et c'est de la prospérité de toutes ces régions que résulte la prospérité nationale. Rien n'est plus évident.

S'il en est ainsi, il apparaît clairement que les grands établissements de crédits, en dérivant vers l'étranger notre capital national, sont en conflit avec les intérêts les plus vitaux de la nation.

Or, nous avons mis en relief ce fait capital lorsque nous avons étudié le rôle des grandes Sociétés de crédit comparé à celui des banques locales. Nous avons cité à cet égard des chiffres qui parlent avec autorité.

Il nous paraît difficile dès lors de ne pas reconnaître, sur la foi des idées précédentes, la légitimité de l'intervention de l'Etat en matière de commerce de banque.

Quant à l'efficacité, en principe, de la réglementation, c'est-à-dire de la loi, il faudrait, pour en douter, nier l'évidence. La loi ne peut pas tout, mais elle peut quelque chose. Aussi bien, personne ne soutient-il que la règle légale, soit qu'elle prohibe, soit qu'elle commande, n'ait aucune action sur la conduite des hommes.

Mais, pour savoir quelle peut être l'efficacité de la réglementation en matière de banque et dans l'ordre des faits qui nous intéressent, il faut rechercher sur quoi il convient de diriger cette réglementation.

SECTION II. — Réglementaion des Sociétés de crédit.

Diverses mesures de réglementation des Sociétés de crédit ont été proposées.

Une proposition de loi, qui devait être soumise à la Chambre des députés en mars 1889, prétendait

imposer aux Etablissements de crédit l'obligation de faire l'appel intégral de leur capital. Une moitié de ce capital aurait pu être seule engagée dans les opérations sociales, l'autre moitié aurait été affectée à l'achat de rentes sur l'Etat français et aurait été inaliénable sans un vote de l'Assemblée générale (1). On ne voit pas de quelle manière cette mesure aurait pu répondre à l'objet qui nous intéresse, c'est-à-dire au relèvement des banques locales.

Les projets de taxation des dépôts reçus par les Etablissements de crédit visent bien, en quelque mesure, cet objet. Mais ils apparaissent comme impuissants à atteindre le but. On frapperait d'une taxe les fonds que les Sociétés possèdent à un titre quelconque, sauf exonération pour les sommes inférieures à un certain chiffre (2). On espérerait ainsi faire rentrer dans la circulation nationale tout ce que les grandes banques soustraient au travail français. On espérerait aussi favoriser par là même les banques locales qui, souvent, se trouveraient exemptées de la taxe.

Mais l'inefficacité de la taxation semble bien manifeste. Les déposants continueraient à subir l'influence des grandes Sociétés de crédit (et celle-ci sauraient maintenir leur prestige) ; les dépôts seraient donc aussi nombreux qu'aujourd'hui.

(1) Saurel, *loc. cit.*, p. 230.

(2) *Idem*, 232 ; *Revue économique et financière*, 1897, p. 152.

Aux projets de taxation M. Saurel (1) a répondu ce qui suit : « Si les Sociétés de crédits recherchent et paient les dépôts du public, ce n'est pas pour les enfouir dans leurs caves ; c'est précisément avec ces dépôts qu'elles font leurs escomptes, leurs reports. etc. ; par conséquent, ce n'est pas maintenant que ces centaines de millions sont soustraits à l'activité nationale, mais c'était hier, alors qu'ils étaient dispersés en parcelles infinies, sans utilité et même sans emploi ».

Telle n'est pas notre manière de voir. Sans doute les capitaux, hier isolés et éparpillés, ont été groupés par les grandes banques ; ils ont reçu une destination, mais la question est de savoir quelle est cette destination. Or nous savons que ces capitaux drainés dans les caisses des Sociétés de crédit ont été dirigés vers les placements étrangers. Aujourd'hui, aussi bien qu'hier, ils sont donc soustraits à l'activité nationale ; seulement, hier ils ne servaient à rien, et aujourd'hui ils servent aux nations rivales.

Ce n'est donc pas sur ce terrain que nous nous plaçons pour repousser les projets de taxation. Nous disons que celle-ci n'empêcherait aucunement le public de se laisser prendre aux procédés réclamis des Etablissements de crédit, de subir leur fixation et de leur confier leur argent. Qu'y gagneraient donc les

(1) *Loc. cit.*, p. 233.

banques locales ? absolument rien. Ce n'est pas l'existence d'une taxe, qui ne pourrait être que relativement minime, qui conduirait l'épargne vers les banquiers locaux.

On a aussi soutenu que les sociétés de crédit devraient être astreintes à maintenir une certaine proportion minima entre le chiffre de leurs ressources exigibles, d'une part, et le chiffre de leur capital social, d'autre part (1). Il est clair, a-t-on dit, que le jour où ces sociétés devraient remplacer, en totalité ou en partie, l'argent des déposants qui leur coûte fort peu, par l'argent d'actionnaires auquel elles devraient assurer une rémunération suffisante, certaines opérations leur deviendraient impossibles, et qu'elles ne pourraient plus effectuer les autres dans les mêmes conditions de bon marché qu'aujourd'hui.

Mais on a fait ressortir combien ce système est illogique dans son principe même. Pour déterminer le capital nécessaire à la garantie des dépôts, il faut, en effet, connaître non seulement le chiffre de ces dépôts, mais encore leur affectation. Si l'emploi des sommes déposées est très sûr, un faible rapport entre le capital et les ressources exigibles pourra suffire ; au contraire, si cet emploi est plus ou moins aventureux, le rapport dont il s'agit augmentera. Ainsi tout se réduirait à une question d'espèces : la proportion à adopter varierait

(1) Cf. Saurel, *loc. cit.*, p. 234 et s.

non seulement avec les établissements, mais encore avec les circonstances et les divers moments de leur marche. D'autre part, ce serait agir d'une manière absolument arbitraire que de fixer un rapport invariable entre le chiffre des dépôts et celui du capital social.

Aussi bien les sociétés de crédit, dans leur propre intérêt, maintiennent-elles une proportion entre leurs dépôts et leur capital. Leurs statuts la leur imposent. A quoi bon créer légalement une obligation à laquelle elles se conforment spontanément ?

Enfin — et c'est là l'observation essentielle — on voit bien que l'équilibre entre le total des dépôts et celui du capital social constitue une garantie pour les déposants, mais on ne voit pas en quoi le maintien de cet équilibre, si utile pour les établissements et pour leurs créanciers, conduirait à une protection des banquiers locaux.

Les mesures de réglementation qui précèdent sont donc sans relation avec le but proposé. Ce but, c'est le relèvement des banques locales dans l'intérêt du commerce, de l'industrie et de l'agriculture français.

C'est un fait que nos grandes banques, suivant une ligne de conduite absolument fâcheuse et contraire à celle que suivent les banques d'Allemagne, par exemple, font prendre aux capitaux considérables dont ils sont détenteurs, le chemin des placements étrangers. Ainsi un immense réservoir de force se déverse vers

les entreprises étrangères, au détriment de la production et du commerce nationaux. Ce fait, lamentable pour les intérêts généraux de la France, l'est également pour les banquiers locaux. Car, nous le répétons, l'intérêt des banques locales est étroitement solidaire de l'intérêt commercial, industriel et agricole des diverses régions dont la prospérité fait la prospérité nationale. Chercher à dériver les capitaux, actuellement dirigés vers l'étranger, du côté de la France, du côté des entreprises locales, voilà donc le moyen de galvaniser en même temps nos banques locales et notre production française.

C'est en ces termes que le problème se pose et qu'il doit être résolu.

C'est en ces termes qu'il a d'ailleurs été présenté, à la Chambre des Députés, tout récemment. La Chambre l'a abordé à propos de la discussion générale des propositions de révision du tarif des douanes (1). Les orateurs ont insisté sur le drainage de l'épargne française vers l'émission des valeurs étrangères au détriment de la vie française.

« La puissance économique ne peut se maintenir longtemps, a déclaré fort justement M. Georges Gérald, dans un Etat qui pratique une politique financière, administrative, directement contraire à ses intérêts commerciaux, industriels et agricoles. Un gouver-

(1) Ch. des députés, séance du 25 juin 1909 et séances suivantes.

nement doit pratiquer hardiment la politique financière de sa politique économique. Ce sont là des problèmes économiques et politiques nouveaux qui, posés devant l'opinion publique, se posent tout naturellement devant le Parlement. »

« Nos grands Etablissements de crédit, dit de son côté M. Plissonnier, dans la séance du 1^{er} juillet, au lieu d'aider notre industrie, notre commerce et notre agriculture, drainent chaque année les milliards de l'épargne française pour féconder l'activité industrielle et commerciale des nations étrangères... Que le capital, au lieu d'aller féconder l'activité à l'étranger, reste en partie en France... il faut profiter au plus tôt de cette immense fortune que possède la France, de ces millions de chevaux de force de la houille blanche actuellement inutilisés... Tout dernièrement, lorsque l'Allemagne a subi une crise industrielle, c'est par le canal des banques suisses qu'elle a reçu l'argent de l'épargne française... Voilà les principaux facteurs sur lesquels j'appelle votre attention : les tarifs douaniers, l'enseignement professionnel à tous les degrés et nos capitaux qui, au lieu d'aller à l'étranger, devraient féconder l'activité nationale. »

Ces déclarations émanées de nos honorables représentants, nous les avons vu justifier par les chiffres dans un chapitre antérieur.

C'est dans ces termes, nous le répétons, que le problème doit être résolu,

M. Domergue se propose de diriger les disponibilités dont disposent les Etablissements de crédit vers les intérêts de la production française (1).

Voici comment il s'exprime : « Il faut dériver vers les emplois plus directement et plus efficacement utiles aux intérêts de la production française une partie de ces disponibilités que centralisent les Etablissements de crédit ; les diriger soit vers les banques nouvelles ayant bien, cette fois, le caractère de banques d'affaires, soit vers les banques locales dont l'anéantissement, poursuivi par les Sociétés de crédit, n'est pas encore consommé, heureusement, et dont la suppression définitive serait un désastre pour certaines régions industrielles.

« Cette orientation nouvelle des dépôts serait assurée par la mise en vigueur d'une loi interdisant, sous certaine réserve, aux Sociétés de dépôt de procéder à des émissions de valeurs mobilières, soit par voie de souscription, soit par voie de placement direct dans le public.

« Notre réserve ne vise point à supprimer les banques d'émission. Elle tend, au contraire, à les multiplier, mais à les mieux situer surtout et avant tout. Nous les voudrions éloignées, dans leur plus grand nombre, des sphères financières purement parisiennes ; nous voulons les ramener dans leur vrai milieu, dans

(1) *Loc. cit.*, p. 100 et s.

leur foyer naturel, dans les régions productrices, dans les régions créatrices, en somme, de la richesse du pays. C'est là où naît l'épargne, fruit de la production industrielle et agricole, que doit renaître la banque locale, la plus utile, en somme, des banques d'affaires, la mieux placée et la mieux constituée pour favoriser et développer l'esprit d'entreprise. C'est dans ces banques de province, comme dans les établissements nouveaux qui pourraient se créer à Paris, que se répartiront, désormais, les dépôts et les capitaux disponibles, dont il ne faut plus que le monopole reste aux seuls grands établissements de crédit parisien.

L'interdiction d'émettre directement des valeurs mobilières, dont nous parlons plus haut, viserait uniquement les établissements ayant un chiffre de dépôts excédant certaines limites fixées, cent millions par exemple. En d'autres termes, elle tend à mettre fin à la centralisation excessive des capitaux dont on vient de constater les dangers.

Ainsi, la pensée de M. Domergue est très claire. Il ne s'agirait nullement d'une réglementation des dépôts. Le projet ne s'oppose pas à ce qu'un établissement reçoive autant de dépôts qu'il voudra. Il s'agit de faire prendre à tout l'argent provenant de ces dépôts une autre direction que celle qu'il prend aujourd'hui. Tandis qu'il va maintenant vers les placements étrangers, il devrait aller vers la production française.

Comment établir cette dérivation ?

En faisant en sorte que l'émission des valeurs étrangères ne constitue plus le domaine exclusif du Crédit Lyonnais, du Comptoir d'Escompte, de la Société générale et du Crédit Industriel. Pour y arriver, il ne serait pas question de supprimer radicalement la liberté d'émission dans le public français des valeurs étrangères, mais seulement de limiter cette liberté dangereuse. Aussi l'interdiction de l'émission directe ne frapperait que les établissements dont les caisses contiendraient une somme de dépôts excédant un certain chiffre : cent millions par exemple ; qu'on discute ce chiffre, peu importe ; l'essentiel, c'est le principe.

Cette interdiction, portée dans la mesure indiquée, aurait pour résultat de décentraliser pour ainsi dire les opérations d'émission. Le monopole de fait, dont jouissent et dont abusent les grands établissements, disparaîtrait. L'émission se multiplierait et surtout se localiserait. En se localisant, elle se ferait au profit des affaires françaises. Et du même coup, la fortune française, au lieu d'affluer tout entière aux caisses des grands établissements, se répartirait entre les banques locales.

Encore une fois, le remède nous semble en rapport avec le but et nous n'hésitons pas à nous déclarer partisan du système préconisé par M. Domergue.

Peut-être pourrait-on aller plus loin et le compléter

par une disposition s'attaquant à la liberté illimitée pour les établissements de crédit de solliciter des dépôts. Il y aurait, ce nous semble, opportunité à suivre l'exemple donné à cet égard par le Reichstag allemand. Durant le débat récent institué en Allemagne, sur la réforme financière, deux résolutions furent envoyées à la Commission (1).

a) Prier le chancelier : 1° de faire soumettre la question des dépôts à la Commission d'enquête sur la banque ; 2° de préparer un projet de loi qui prescrit la publicité du bilan pour les banques par actions et des banques privées qui sollicitent des dépôts ; enfin de prescrire un modèle de ce bilan.

b) Prier le chancelier de préparer un projet de loi transformant le conseil de surveillance des assurances en un conseil de surveillance pour les banques. Le premier conseil deviendra une partie du second et l'autre partie sera pour le contrôle de la justesse des bilans publiés chaque mois par les banques de dépôt.

En fin de discussion, le Reichstag a voté, sur une deuxième lecture, et à forte majorité, la résolution suivante :

« Le Reichstag décide de prier le chancelier de préparer un projet de loi destiné à combattre les dangers que font courir au public les banques et les

(1) Nous puisons ces documents dans le livre précité de M. Domergue, p. 74 et 75.

banquiers, en incitant celui-ci à faire chez eux des dépôts et à attirer leurs économies par des incitations publiques ou écrites, ou par le moyen des démarcheurs. »

On peut conjecturer, avec beaucoup de vraisemblance, que la majorité qui a proposé cette loi se retrouvera pour la voter.

Nous disons qu'une mesure semblable serait heureuse en France. Car nul n'ignore l'habileté des démarcheurs de nos établissements pour obtenir des capitalistes les placements que ces établissements désirent ; nul n'ignore combien les conseils donnés, soit par des notes ou des circulaires, soit par les agents au domicile même des clients, soit par ces agents aux guichets des établissements, produisent d'effet sur les capitalistes. Or les Etablissements de crédit conduisent l'épargne vers les placements en valeurs étrangères. S'attaquer aux divers moyens par lesquels les grandes banques sollicitent les dépôts serait donc détourner une partie de l'épargne des entreprises étrangères. Une disposition de cette nature serait par suite complémentaire de la disposition proposée par M. Domergue. Les deux mesures convergeraient au même résultat, c'est-à-dire à la décentralisation au profit des banques et entreprises locales.

Mais une objection à notre proposition se présente tout naturellement. Si, par une première réglementation, on empêchait les grandes banques de faire des

émissions de valeurs étrangères, quel inconvénient y aurait-il à leur laisser la faculté de recevoir des dépôts qu'elles pourraient employer autrement ? Cela ne vaudrait-il pas mieux que de laisser ces capitaux inoccupés chez les particuliers ?

Il nous semble que l'objection ne porte qu'en apparence.

Quel but poursuivons-nous en effet ? Eloigner les placements de l'étranger, les dériver vers les entreprises nationales, c'est-à-dire vers les banques locales, car on ne peut nier la solidarité qui unit celles-ci et celles-là. C'est là, disons-nous, un but unique et indivisible. Or, de ce que l'on aura limité la liberté d'émission des valeurs étrangères dans le public français, cette liberté ne sera pas pour cela supprimée. En d'autres termes, l'interdiction de l'émission frappant les Etablissements ayant une somme de dépôts de plus de cent millions, par exemple, n'empêcherait pas les Etablissements n'ayant qu'une somme de dépôts moindre d'émettre des valeurs étrangères. C'est en ce qui concerne les derniers Etablissements que la limitation du droit de *solliciter* des dépôts pourrait avoir son utilité.

Au surplus, la limitation du droit de *solliciter* des dépôts, c'est-à-dire, suivant la résolution du Reichstag allemand, du droit d'inciter le public à faire des dépôts dans telle banque déterminée, et cela, soit par le moyen de circulaires ou d'affiches, soit par celui

des démarcheurs, aurait pour résultat de laisser aux capitalistes une pleine liberté d'esprit. Ceux-ci ne seraient plus exposés à être subjugués par les écrits trop alléchants ou par les paroles trop habiles des démarcheurs ; ils ne subiraient plus cette sorte de violence morale qu'exercent la réclame et, bien plus encore, le discours du professionnel sur l'inexpérience et l'indécis, surtout lorsqu'il est naïf. Il est alors permis d'espérer que les capitalistes iraient confier leurs épargnes aux banques locales dans le but de seconder les entreprises régionales, qu'ils connaissent et qu'ils peuvent contrôler par eux-mêmes.

SECTION III. - La réglementation des banques locales

Certains banquiers locaux ont parfois causé des scandales retentissants. On ne peut nier certaines banqueroutes, mêmes frauduleuses, certaines fuites avec la caisse. On conçoit la légitime colère de ceux qui avaient mis leur confiance en ces personnalités et la légitime indignation de l'opinion publique.

Ces faits, nous nous empressons de l'ajouter, sont heureusement très exceptionnels. Si l'on considère la grande majorité des banquiers locaux, on doit reconnaître qu'ils sont gens profondément honnêtes. La corporation mérite la plus grande estime et ce serait une grande iniquité de faire retomber sur elle les

fautes de quelques brebis galeuses. Mais le public a une tendance fâcheuse à la généralisation et il s'est produit, peut-être, un courant d'opinion défavorable aux banquiers locaux, parmi les capitalistes ; ce courant a pu agir au profit des grands Etablissements de crédit.

A la suite de certains des scandales dont nous parlons, des esprits trop prompts ont préconisé la réglementation des banques locales (1).

Mais on se demande, en vérité, quelle pourrait être l'efficacité d'une réglementation de ce genre. On se trouve, en effet, dans le dilemme suivant : ou bien les banquiers sont honnêtes, et c'est l'immense généralité ; alors à quoi bon pour ceux-là la réglementation ? ou bien il s'agit de banquiers peu scrupuleux ou malhonnêtes, et alors ce n'est point une réglementation qui les empêchera de jouer avec l'argent des clients et de filer avec la caisse.

D'ailleurs, nos lois existantes suffisent à prévenir de semblables événements. Il y a des journaux qui annoncent la nature illicite d'opérations accomplies par certains agents d'affaires s'intitulant, avec trop de facilités, banquiers. Des plaintes sont déposées contre ces individus. C'est au Parquet à se montrer plus vigilant et plus actif.

(1) Cf. Barety, *loc. cit.*, p. 181 et s. ; *Cote de la Bourse et de la Banque*, n° du 26 juillet 1906, article de M. Emmanuel Vidal.

Il y a dans les grandes villes, à Paris surtout, des agents d'affaires plus ou moins véreux qui fondent des officines plus ou moins louches. Ils s'assimilent aux banquiers. Et le langage courant les assimile trop aisément aux banquiers. Tout établissement, quel qu'il soit et si éphémère et suspect qu'il soit, peut se présenter comme une maison de banque. Comment mettre fin à cette situation regrettable ? En poursuivant et en réprimant les opérations illicites. Une réglementation ne modifierait pas cet état de choses.

Au surplus, admettons que cette réglementation pût faire qu'une prétendue maison de banque ne fût plus tenue sous cette dénomination, par un aventurier et par un aigrefin. Cela empêchera-t-il le public, toujours attiré par les belles promesses et prompt à être dupé, d'aller vers les valeurs suspectes ? Nous ne le croyons pas. D'ailleurs, nous parlons des banques locales et non des officines qui s'établissent dans les grands centres et qui n'ont avec elles rien de commun. Nous parlons des banques établies dans les régions productrices en province. Or là, les banquiers sont connus — et c'est un nouvel avantage de la banque locale — et le public saura reconnaître à qui il a affaire. La réglementation légale des banquiers locaux, nous semble, en somme, inutile.

SECTION IV. — Le contrôle des banquiers

Les projets de contrôle des banques sont en rapport

avec les projets d'impôt sur le revenu. Ces derniers sont eux-mêmes favorisés par la concentration des capitaux dans les banques. Il s'est produit ainsi une mise à jour de la fortune privée de la France qui a éveillé les appétits du fisc. Appétit du reste très naturel, si l'on considère les charges croissantes des services publics ! Par là, s'explique la croyance de l'Etat, qu'il atteindra facilement les richesses accumulées dans les banques en imposant toutes sortes d'obligations et de déclarations aux banquiers (1). La tendance à faire des banquiers des auxiliaires du fisc pour le recouvrement des impôts est très sensible, soit dans le projet de M. Caillaux, ministre des Finances, déposé le 20 juillet 1907, soit dans le texte du projet de la loi sur l'impôt sur le revenu adopté par la Chambre des Députés, le 9 mars 1909.

Le Ministre des Finances proposait que, dans le but de se rendre compte de la fortune mobilière des capitalistes, on exigeât trois choses des banques : 1° la tenue d'un registre sur lequel seraient inscrits les coupons des valeurs étrangères payées ; ce serait un registre analogue à celui que tiennent déjà tous les banquiers pour l'inscription des ordres de bourse ; 2° une certaine surveillance sur les succursales des

(1) Jocard. *Les Dépôts en Banque* ; Allix, *L'Impôt sur le revenu*, 1910 ; Leygonie, *Le régime fiscal des opérations de banque*, Thèse Paris, 1910 ; Barety, *loc. cit.*, p. 185.

établissements de crédit à l'étranger ; 3^o enfin, il voulait soumettre les banques particulières au même contrôle de l'enregistrement que les sociétés de crédit. Et cependant, le Ministre des Finances se déclarait sympathique aux banques locales et voyait en elles un utile contre-poids à la puissance des établissements de crédit.

« Je serais cependant désolé, disait M. Caillaux, que l'on pût croire que cette mesure m'a été dictée par une pensée d'hostilité quelconque vis-à-vis des banques privées. Tout au contraire, je considère le maintien de ces banques comme d'autant plus désirable qu'elles me paraissent constituer un contre-poids utile au regard des sociétés de crédit dont je disais récemment, qu'elles étaient les grands magasins financiers ; mais véritablement, quelque favorable qu'il puisse être au maintien ou à l'extension des banques privées, le Ministre des Finances ne peut aller jusqu'à leur conserver ou à leur impartir des privilèges de fiscalité qui puissent mettre les intérêts du trésor en péril. »

Dans le texte adopté par la Chambre des Députés, le 9 mars 1909, les articles 22 à 26 s'attachent à déterminer le contrôle de l'administration sur les banquiers. Ces dispositions visent principalement à assurer le recouvrement des droits de mutation. Ces articles imposent, notamment aux banquiers, l'obligation de tenir deux registres, le premier comprenant

les opérations sur lesquelles les banquiers auraient dû retenir l'impôt ou en faire l'avance ; le second s'appliquant aux négociations ultérieures de titres sur lesquels l'impôt aurait été prélevé ou avancé par un précédent intermédiaire. Les banquiers, en effet, seraient tenus, aux termes des articles 22 et 23, à opérer, sur les titres étrangers, la retenue de l'impôt ou bien à en faire l'avance, à moins qu'il ne leur soit justifié que cette retenue ou cette avance a déjà été effectuée par un précédent intermédiaire. D'autre part, ces dispositions s'appliquent à tous ceux qui font commerce habituel de banque, aussi bien aux banques privées qu'aux établissements de crédit.

Nous ne contesterons pas le droit pour le fisc de veiller à ce que les impôts rentrent et à ce que les titres étrangers n'échappent pas aux lois fiscales. Nous lui reconnaissons même le droit de faire des banquiers ses auxiliaires. Et nous ne voyons pas ce que cette fonction aurait d'humiliant pour les banquiers, car elle tend à assurer la perception des impôts qui est une nécessité absolue, surtout dans l'Etat moderne dont les charges croissent sans cesse.

Mais nous avons à nous demander quelle serait la conséquence des dispositions précitées au point de vue de la situation des banques locales.

Elle ne serait évidemment, à aucun égard, un facteur de relèvement pour elles. D'ailleurs, elles ne sont point proposées sous l'empire de cette préoccu-

pation. Elles se réfèrent à la nécessité d'éviter l'évasion fiscale et de déjouer les fraudes.

Mais n'auraient-elles pas un contre-coup fâcheux sur les banquiers locaux ? Astreindre ceux-ci à des obligations nouvelles, ne serait-ce pas dresser devant eux des obstacles nouveaux ? Il est manifeste que les formalités qu'on leur imposerait seraient gênantes pour eux. Il se peut, en bien des cas, qu'à cause de leur organisation moins perfectionnée, elles soient plus lourdes pour eux que pour les établissements de crédit, leurs rivaux. En cela le contrôle des banquiers apparaîtrait comme peu favorable aux intérêts que nous avons en vue dans cette étude, ce serait l'établissement de « l'exercice » dans les banques.

Dirons-nous pour cela qu'il faille établir, en ce qui concerne les obligations fiscales des banques, un privilège au profit des banques locales ? La question est assurément très grave et mérite d'être examinée de près par le législateur. Car s'il importe souverainement, dans l'intérêt national, d'aider au relèvement des banques locales, il importe également de prévenir la fraude aux lois fiscales qui, grâce à l'exception des banquiers locaux, pourrait trouver chez eux, quoique à leur insu, le moyen de se développer. De telle sorte qu'ici le conflit apparaît entre des intérêts généraux.

Quoi qu'il en soit, nous n'insisterons pas sur ces questions qui ne touchent pas d'une manière directe et immédiate le problème des banques locales.

CHAPITRE V

La Fédération.

Nous avons justifié la réglementation et montré les terrains sur lesquels nous estimons qu'elle doit intervenir avec efficacité. Mais les banques locales auraient tort de tout attendre de l'Etat. C'est en elles-mêmes, par la conscience de leurs besoins profonds, par l'intelligence du sens de l'évolution et des nécessités qui s'imposent à elles, par un effort de volonté personnelle, que les banques locales parviendront surtout à reprendre leur essor.

Qu'ont fait, jusqu'ici, ces banques ? Que leur reste-t-il à faire ?

Elles ont obéi à l'impulsion que suivent tous ceux qui se sentent petits et faibles. Elles ont uni leurs faiblesses pour s'opposer à la force.

Les banques locales souffrent de leur isolement, de leur individualisme, et, comme tous ceux qui ont vu dans leur isolement une cause de mort, elles se sont groupées pour l'étude et la défense de leurs intérêts communs.

La Fédération des Banques autonomes est un groupement en vue d'une commune défense et d'une commune prospérité, mais un groupement qui laisse à chacun des adhérents son individualité et sa liberté d'action.

Nous avons vu que certaines de nos petites banques ont été absorbées par des banques régionales plus importantes et que d'autres sont devenues de simples agences de nos grands Etablissements de crédit. Elles ont alors perdu toute individualité. Ce n'est point là le groupement fédératif d'entreprises demeurant autonomes, mais bien la fusion d'organismes faibles dans des organismes plus forts.

D'autre part, on a noté en Allemagne un phénomène d'amalgamation des banques, en vertu duquel les banques locales acquièrent des intérêts les unes chez les autres (1).

L'organisation fédérative dont nous parlons est autre chose. C'est une union de banquiers ayant pour but de fortifier leur situation mutuelle vis-à-vis des grands Etablissements de crédit, par tous les moyens possibles, et notamment en facilitant leur participation aux émissions. Mais cet organisme ne supprime en aucune manière l'autonomie des banques. L'union rend des services aux adhérents, mais ceux-ci demeu-

(1) Depitre. *Le mouvement de concentration dans les Banques allemandes*, Thèse Paris, 1903.

rent les maîtres de leurs affaires et ne deviennent pas les actionnaires ou les commanditaires les uns des autres.

Alors que les banques allemandes ont abouti, par des commandites et des associations d'intérêt, à un enchevêtrement de participations qui risque de les faire souffrir toutes des risques subis par l'une d'elles, l'autonomie a été conservée chez nous aux banques fédérées.

La supériorité du système fédératif a été reconnue par des économistes allemands. M. Lindsaymartin (1) voyait dans la réalisation de ce système, un moyen de doter les petites banques d'une puissance matérielle leur permettant de résister aux grands Etablissements : il y voyait aussi un agent de purification morale par le contrôle rendu facile des statuts de Société de chacun des participants. De son côté M. Kranichfeld (2), se plaçant à un point de vue différent, estimait que le service des chèques serait mieux assuré par les banques locales unies que par les grands Etablissements de crédit et par leurs succursales. La *Gazette de Francfort*, analysant l'article de M. Kranichfeld, observait que des groupements fédératifs existaient déjà dans différents pays (3). Elle signalait en particulier le « County Clearing » des banques anglaises et

(1) *Reform der kleinen Banken*, dans *Münchner NN.*, 15 août 1907.

(2) *Deutsche Rundschau*, septembre 1907.

(3) Cf. Barety, *loc. cit.*, p. 65.

le « Syndicat des banques de province » à Paris. « Ce Syndicat, disait-elle, est une union des banquiers et banques françaises de province, ayant pour but de fortifier leur situation mutuelle vis-à-vis des grands Etablissements de crédit, notamment en facilitant leur participation aux consortiums de garantie, aux émissions, etc. » Mais la *Gazette de Francfort* se montrait assez pessimiste et elle se demandait si les banques locales allemandes comprendraient l'utilité d'une fédération autonome et feraient preuve d'une indépendance assez grande pour la constituer.

Cette intelligence des faits, cette indépendance, nos banquiers locaux français les ont montrées. Nous avons, en traçant l'historique des banques locales, montré la naissance et le but du Syndicat des banques de province. Ce Syndicat, qui a son siège à Paris, a déjà groupé un grand nombre de banques locales. En vue de permettre aux banquiers d'échanger, assez souvent, leurs idées et leurs desiderata sur les questions financières qui les touchent, le Syndicat a organisé un congrès régional annuel. Ce fut une heureuse initiative. Les Congrès ont des avantages certains, ils rapprochent ceux qui ont des intérêts communs ou des aspirations communes, ils provoquent des discussions utiles, ils révèlent souvent à tous les congressistes l'existence de questions qu'ils ne connaissaient pas, dont ils n'avaient du moins qu'une faible conscience, et qui, pourtant, les intéressent gravement ; ils aug-

mentent le sentiment de la solidarité qui est le nerf du groupement. Les Congrès des banquiers ont déjà porté leurs fruits (1). Ils se sont tenus à Bordeaux, à Nancy, à Marseille, à Royat en 1907, à Montpellier en septembre 1909. Ce dernier Congrès, dont l'œuvre a été analysée par le journal des *Débats* dans ses numéros des 2 septembre 1909 et suivants, était celui des caisses de crédit agricole, a bien mis en lumière les rapports qui doivent exister entre les assurances mutuelles et le crédit agricole ; ses orateurs ont particulièrement insisté sur l'utilité des institutions de crédit locales « qui ont été créées pour que les agriculteurs puissent user du crédit personnel ». Et, au nombre des vœux qui furent émis, il y en a un qui demande à être particulièrement souligné. C'est le suivant : « Que les caisses régionales de crédit agricole facilitent la constitution de caisses locales de crédit, à côté de Sociétés d'assurances mutuelles, en leur consentant un traitement de faveur pour leur capital de garantie versé, pour leurs fonds de réserve et pour les fonds qui leur sont prêtés ».

Mais il nous faut examiner l'œuvre et les tendances du Syndicat dans leur ensemble. Ses opérations ont suivi une marche ascendante. Par son intermédiaire, des placements importants ont été opérés. Il a préparé des affaires, il en a suivi la négociation et facilité l'exé-

(1) Cf. Barety, *loc. cit.*, p. 163 et suiv.

cution par la centralisation des fonds et des titres. Il a pris des participations dans les Syndicats de garantie constitués au moment des grandes émissions publiques. Il cherche à développer la branche titres dans les banques locales, à faciliter l'émission par celles-ci et le placement de valeurs locales. En même temps le Syndicat constitue, pour ses adhérents, un centre de renseignements et d'études. Il cherche à créer en son sein un organe semblable à celui qui existe dans chaque établissement de crédit. Ne pourrait-il pas aussi créer un contentieux semblable à celui qui existe dans chacun de ces Etablissements.

Le problème qu'a à résoudre la Fédération des banquiers locaux est celui-ci : tendre à faire des banques locales des organismes aussi puissants dans leur région que les établissements de crédit rivaux, tout en conservant aux banques locales leur indispensable autonomie.

Reprenons successivement chacun des termes du programme. Et voyons, à propos de chacun d'eux, ce qui a été réalisé et ce qui reste encore à accomplir. Commençons par l'idéal. Puis nous verrons le fait.

SECTION I. — La mission du Syndicat

Le groupement doit fortifier les banques locales, chacune dans sa région, de manière à les rendre

capables de résister avantageusement à la concurrence, funeste pour le pays, des établissements de crédit.

Or, nous l'avons vu, la puissance de ces derniers leur vient du nombre et du perfectionnement de leurs organes, de leur esprit d'activité et de progrès, ainsi que de l'accumulation de leurs capitaux. Quel est, sous ce double rapport, la mission du Syndicat ?

Il doit d'abord secouer la routine et la torpeur des banquiers locaux, promouvoir la formation chez eux de services nouveaux ou l'amélioration de services déjà existants, notamment dans les branches de la location des coffres-forts et surtout du service des titres et du placement des valeurs locales. Le groupement doit faire en même temps l'éducation nécessaire de ses adhérents et les rendre aussi avisés des nécessités financières, des événements financiers mondiaux, de la pratique bancaire et de ses progrès, que le sont les agents du personnel des établissements de crédit. Et, dans ce but, le Syndicat doit renseigner continuellement les banquiers locaux sur toutes les choses professionnelles, par des journaux spéciaux et des circulaires fréquentes leur faisant connaître l'état du marché. Le Syndicat pourrait même leur communiquer une cote hors banque des principaux centres financiers ou commerciaux, tels que Lyon, Marseille, le Havre, etc. A cet égard, le Syndicat pourrait être une sorte de clearing-house des banquiers de province.

Enfin, le Syndicat — et il est déjà entré dans cette

voie — a pour rôle d'indiquer aux banquiers les valeurs solides de placement. Rien n'est plus intéressant que cette face des choses. Les établissements de crédit, les Syndicats des grands banquiers traitent un peu trop cavalièrement les banquiers locaux dans l'œuvre du classement des titres ; ou bien ils s'attribuent irréductiblement la plus grande partie des titres à émettre, de telle sorte que les clients des banques locales, qui ont souscrit, sont obligés de subir des réductions excessives ; ou bien les grandes banques ne servent aux petites, pour leur travail de classement des titres, qu'une insuffisante commission.

A cet état de choses peut obvier le Syndicat des banques de province. Le procédé consiste à faire entrer dans les grands Syndicats d'émission, dans les Syndicats de garantie, les banquiers locaux sous forme de participation. Un autre procédé consiste à faire attribuer à ces derniers, d'une façon ferme et irréductible, une certaine quantité de titres lors d'une émission. Voilà ce que peut faire et ce que cherche à faire le Syndicat dans le domaine de l'émission et du classement des valeurs d'ordre général.

Mais là ne doit pas se borner l'œuvre du Syndicat. Quand il aura étendu les opérations des banques locales, perfectionné leurs méthodes et leurs services, affiné leur esprit de progrès, il n'aura pas encore tout fait pour les mettre en mesure de lutter honorablement contre leurs grands rivaux.

La moitié de sa tâche lui restera encore à accomplir. Car la force des Sociétés de crédit réside en outre, dans l'accumulation et dans la mobilité de leurs capitaux. Grâce à leur réseau d'agences et à leur excellente organisation, les grandes banques ont conféré à leurs capitaux une sorte d'*ubiquité*. Ces capitaux se mobilisent à merveille, c'est-à-dire que, du réservoir central où ils attendent, ils sont envoyés dans les points de l'organisme qui en ont besoin, dans les succursales où ils pourront mieux travailler et produire. Cette facilité de déplacement produit le maximum d'effet utile. M. Saurel disait, en 1901 : « Cela, un banquier local peut-il le faire ? Quand il saurait, établi à Bordeaux, que l'exploitation d'une banque à Arras serait fructueuse, ira-t-il la créer ? Et si le champ où il peine depuis des années s'appauvrit, pourra-t-il l'abandonner pour aller ailleurs ? Non, il se trouve en quelque sorte enclos dans sa place ; tout autre horizon lui est interdit, et, si le filon qu'il exploite est épuisé, il ne peut que continuer un travail stérile ou mourir. »

Tout cela est-il fatal ? Et cette mobilité des capitaux, qui fait la force de la succursale de l'établissement de crédit, à côté de la banque locale qui, parfois végète par manque de capitaux pour étendre le champ de ses opérations, cette mobilité ne pourrait-elle pas être réalisée par le Syndicat des banquiers de province ?

Pour atteindre ce résultat, il faudrait créer en son

sein un réservoir semblable à celui du siège central de l'établissement de crédit ; ce réservoir s'alimenterait des fonds trop abondants de certaines banques locales et se déverserait dans les banques locales qui en manqueraient. Cette idée a été entrevue par M. Barety (1), qui la déclare séduisante, mais qui trouve sa réalisation si délicate, qu'il n'ose la présenter comme un remède à la crise des banques locales.

En effet, il y a toujours entre succursales des établissements de crédit et les banques locales, même syndiquées, cette différence essentielle que les premières ne sont pour ainsi dire que les cellules d'un même organisme, tandis que les secondes constituent autant d'organismes distincts et autonomes. L'établissement de crédit qui envoie des capitaux dans la succursale en manifestant le besoin, ne fait que suivre son propre intérêt ; c'est un corps vivant qui envoie du sang dans un membre qui le réclame. Au contraire, pareille mobilité des capitaux dans le groupement des banques locales serait de véritables transfusions de sang d'un corps à un autre. Cela exigerait un esprit de solidarité héroïque.

Cependant, bien que l'idée ne soit pas encore assez mûre pour être serrée de près, on pourrait concevoir sa réalisation dans une certaine mesure. Les ouvriers

(1) *Loc. cit.*, p. 167. — Cf. aussi le rapport de M. Jules Domergue à la Société d'Economie politique nationale, séance du 2 fév. 1898.

syndiqués ne font-ils pas des sacrifices quand ils sont en grève ? Le sentiment de la mutualité progresse. Il n'y a peut-être rien de chimérique à supposer une sorte de caisse mutuelle, au siège du Syndicat des banquiers, qui serait alimentée à la fois par d'assez fortes cotisations des adhérents, par des dons volontaires des intéressés, banquiers ou habitants de la région, puisque le lien de la plus étroite solidarité unit ceux-ci et ceux-là.

Ainsi, sans perdre leur individualité et leur autonomie, les banques locales pourraient pratiquer cette entr'aide dont on a parlé récemment, et se rapprocher de plus en plus de la mobilité des capitaux qui fait la puissance de leurs rivaux.

Le second terme du problème que doit résoudre le Syndicat des banquiers de province, c'est en effet de conserver aux banques locales leur autonomie, tout en les fortifiant.

Le groupement corporatif ne doit pas leur faire perdre leur individualité. Cette individualité, c'est leur qualité même de banques locales. La limitation de leur action à une région déterminée est leur raison d'être même, la cause de leur nécessité économique. C'est parce que les banques locales connaissent les besoins particuliers de la région, qu'elle peuvent faire des avances utiles aux entreprises régionales, les transformer utilement en Sociétés anonymes, émettre dans des conditions opportunes des valeurs locales. C'est

aussi parce qu'elles sont locales qu'elles connaissent personnellement leurs clients, leur surface, leur degré d'intérêt et l'honorabilité, et qu'elles peuvent par suite consentir un crédit vraiment personnel. Si, par une fusion, elles devenaient de véritables grands Etablissements de crédit, dont chacune serait une succursale, avec une inévitable mobilité de personnel, elles ne connaîtraient plus, comme les Etablissements de crédit, que des numéros de compte ; leur crédit deviendrait impersonnel. Elles perdraient leur propre raison d'être.

Aussi la Fédération des banques locales doit se garder de l'écueil : le trust. Si elle aboutissait là, elle irait à l'encontre de son but. Au lieu d'organiser la lutte des banques locales contre l'oligarchie financière, de tendre à la décentralisation nécessaire, elle ferait au contraire œuvre centralisatrice.

Le Syndicat peut du reste fort bien se préserver de ce péril. Il n'a qu'à laisser à chaque adhérent sa liberté d'action, son autonomie théorique et pratique, et intervenir seulement comme organe de mutualité, d'éducation, de renseignements, d'excitation des activités particulières de chacune des banques.

SECTION II. — L'œuvre du Syndicat.

Le programme que nous avons essayé de tracer dans ses grandes lignes, le Syndicat ne l'a pas encore entiè-

rement réalisé, mais on ne peut s'empêcher de constater qu'ila fait beaucoup.

Le Syndicat s'est efforcé d'être vraiment un organe d'éducation et de renseignements. Il rend gratuitement à ses membres tous les services pour lesquels leur éloignement de Paris les obligerait à recourir dans cette ville à un correspondant. Il s'occupe du dépôt de titres en vue des assemblées, des souscriptions et de toutes les opérations concernant les titres, telles que : transfert, conversions, renouvellement de feuilles de coupons, encaissements d'arrérages et intérêts sur titres nominatifs, remboursement des titres amortis, etc.

Le Syndicat a constitué un service d'études financières et techniques chargé d'examiner toutes les affaires qui lui sont présentées. Les membres adhérents ont fréquemment recours à ses bons offices.

Le Syndicat a indiqué à ses membres les placements solides ; il a souvent cherché à les diriger vers les placements en valeurs locales. Sous son impulsion, en effet, certains banquiers locaux ont procédé à la transformation en Sociétés anonymes d'entreprises locales ; ils ont alors pu se livrer à des transactions sur les valeurs locales, ce qui est pour eux une source nouvelle de bénéfices. Cette voie a été suivie dans les régions où il n'y a pas de bourse de valeurs. Cette émission de valeurs locales présente évidemment aux banquiers locaux un terrain d'action assez solide. Car ceux qui veulent négocier ces valeurs savent qu'ils sont mieux

renseignés à leur égard par le banquier local que par l'Etablissement de crédit et c'est à ce banquier qu'ils s'adressent. Cependant les banques locales ne devraient pas exagérer ces émissions, sous peine de ne pouvoir placer les valeurs sur le marché et de les garder sur les bras. Mais cette tendance est heureuse parce que, outre qu'elle fait gagner à nos banques des bénéfices nouveaux, elle les rend aussi aptes que les Etablissements de crédit à satisfaire les besoins, impérieux aujourd'hui, des valeurs mobilières dans le public.

Mais les banques locales ont pris rang dans le classement des valeurs d'ordre général elles-mêmes. Elles ont participé à un certain nombre d'émissions.

« C'est une des causes, et non la moindre, de l'affaiblissement des petites banques, écrivait M. Saurel en 1904, que leur flagrante infériorité en tout ce qui concerne la branche des titres. Une révolution complète s'est accomplie dans nos mœurs financières, le public entier a témoigné une faveur toujours croissante aux valeurs mobilières, et, par une inconcevable routine, la moitié des banquiers se comportent encore comme s'il n'existait, en fait de placement, autre chose que des fonds d'Etat français ou des obligations de chemins de fer. Il n'est pas rare même de les entendre se vanter de leur ignorance, et accuser tous les banquiers qui n'observent pas la même conduite de se livrer aux spéculations de bourse. Il est facile pourtant de reconnaître que, entre se livrer aux spéculations de

bourse, et se renfermer dans une abstention obstinée et systématique à l'égard de tout ce qui est valeur mobilière, il y a une nuance. Ils devraient comprendre que, parmi ces valeurs, il existe de saines et excellentes affaires, et que c'est le droit, le devoir même du banquier, de diriger vers elles ses clients, pour leur avantage, pour l'avantage du pays, et pour le sien propre. Car un capitaliste qui rencontre chez son banquier le parti-pris que nous avons signalé, ne tarde pas à aller demander les services qui lui sont nécessaires à l'agence d'un grand Etablissement ; il lui passe un ordre de bourse ; il laisse ses titres en garde chez elle ; de fil en aiguille, il y transporte son compte et ses dépôts. Et voilà encore un client perdu pour le banquier ? »

Les banques locales ne méritent plus ces critiques aujourd'hui. Sous l'effort du Syndicat, elles ont perfectionné ou créé chez elles la branche des titres. A cet égard elles ont compris l'avantage de la nation et leur propre avantage. Elles se sont occupées non seulement de valeurs locales, mais de valeurs d'ordre général. La Fédération les a pourvues de renseignements, les a tenues au courant des affaires de bourse, et les a dirigées vers de bonnes opérations.

La Société centrale, créée par le Syndicat, par suite de l'augmentation de ses membres et de ses opérations, s'est occupée d'un grand nombre d'affaires. Elle a participé aux grandes émissions publiques faites en

France en 1905 : emprunt Ottoman, obligations du Crédit foncier, Egyptien, Conversion Roumaine, emprunt Indo-Chine 3 1/2 ‰, emprunt Japonais 4 ‰.

En 1906, elle a participé à l'emprunt Russe, à la conversion des obligations Ottomanes 1890, à la conversion de la rente italienne 5 ‰, à la conversion des obligations communales 1880.

Elle a procédé directement à l'émission d'obligations et actions du chemin de fer des Alpes bernoises. Elle a traité directement avec l'Etat de Berne pour la conclusion d'un emprunt 3 1/2 ‰. Elle a procédé au début de 1906, à l'émission d'un lot important d'obligations 4 ‰ « Caisse hypothécaire d'Egypte. » (1)

Cette Société centrale, qui a revêtu la forme d'une Société anonyme, rétrocède largement à ceux qui ont adhéré à son groupement les avantages à elle accordés. Le rapport présenté à l'assemblée en 1906, fait en effet ressortir que son but n'est pas tant de rapporter des gros dividendes à ses actionnaires que de procurer le plus d'avantages possible aux adhérents du Syndicat, son désir étant que les qualités d'adhérent et d'actionnaire se confondent en une seule personne.

Sous d'autres formes encore, s'est manifestée l'extension des opérations des banques locales. Le service des locations de coffre-forts a été abordé par elles. Elles cherchent à rendre tous les services que

(1) Cf. Barety, *loc. cit.*, p. 169

leurs clients peuvent leur demander. Non seulement elles donnent des renseignements commerciaux et des renseignements relatifs aux placements, mais elles ont des opérations de bourse et des prêts sur titres.

Elles s'attachent aussi à améliorer les conditions matérielles de leur installation, lesquelles ne sont pas sans exercer quelque attrait sur la clientèle.

Mais si les banques font de louables efforts, si elles secouent leur routine, ce qui leur manque encore, ce sont les capitaux suffisants.

Leur organisation fédérative a produit de bons résultats.

Elle s'est, d'autre part, gardée jusqu'ici d'enlever aux adhérents leur individualité, et ceci est fort bien et répond absolument au rôle de nos banques.

Mais la Fédération ne possède pas l'entente financière qu'il faudrait. Rien, à notre connaissance, n'a encore été tenté pour une mobilisation des capitaux comparable à celle qu'on remarque dans les grands établissements de crédit. Aussi bien, la réalisation de cet idéal exigerait-elle un effort de solidarité et de mutualité peut-être trop héroïque.

Il est possible à une grande Société de recevoir de certaines agences des fonds qu'elle verse à d'autres agences. L'opération ne concerne qu'un seul et même organisme. Mais on conçoit difficilement qu'un banquier d'une région méridionale consente à se dépouiller d'une partie de ses capitaux pour en faire profiter un

banquier du Nord, dont il ignore jusqu'au nom même. Ce dernier banquier pourrait d'ailleurs engloutir par ses maladresses ou ses malchances les capitaux dont il s'agit.

Le premier banquier se résignerait-il de gaieté de cœur à cette éventualité ?

La Fédération dira-t-on, devrait être chargée de surveiller les fonds. Qu'on y prenne garde. La force des banques locales réside dans leur connaissance des hommes et des affaires de leur région. Il y aurait un grave danger à les soumettre à une tutelle ignorante de leurs besoins ; éloignée de leurs opérations. Le public aime les banques locales à cause de leur liberté d'allures. La Fédération, élevée à la dignité d'une autorité puissante, ayant le droit de contrôler les actes des banquiers locaux, d'opposer son veto à certaines de leurs résolutions qui lui sembleraient téméraires, déposséderait les banques locales de leurs attributions naturelles et de leur indispensable autonomie. Celles-ci se verraient réduites au rôle d'agences, et comme l'a dit M. Saurel, d'agences soumises à une domination démagogique. Les banques locales cesseraient d'être ce qu'elles sont aujourd'hui, ce qu'il importe qu'elles soient.

En tout cas — et c'est là le point essentiel — la Fédération ne crée pas les capitaux. Ce qui donnera aux banques locales les capitaux dont elles ont besoin, c'est la réglementation des Etablissements de crédit,

le décentralisation désirable et, par là même, le relèvement des banques locales au profit de notre production et de notre commerce nationaux.

Enfin nous avons dit que le Syndicat a organisé un comité d'études financières et techniques très utile. Mais il n'a pas, à notre connaissance, créé de service de contentieux. Cet organisme rendrait pourtant de grands services. Des spécialistes se rendraient, sur la demande de certains adhérents, dans les banques locales, pour étudier leurs engagements ; par leurs conseils éclairés, ils les mettraient en garde contre certains dangers.

De même, il serait opportun que les banquiers locaux améliorassent la situation de leur personnel. Il arrive que les sujets capables préfèrent aux banques locales les grands établissements de crédit qui leur procurent des avantages matériels supérieurs et des chances plus grandes d'avancement. La Fédération ne devrait-elle pas créer un bureau de placement qui se chargerait de diriger sur les banques mal pourvues, les bons agents qui seraient en nombre plus que suffisant dans d'autres banques ? Le comité ne devrait-il pas aussi créer une caisse des retraites pour les agents des banquiers locaux ? Certains établissements de crédit sont avec raison entrés dans cette voie. Les banques locales ne pourraient que gagner en attirant le personnel de la même manière.

CONCLUSION

Si nous cherchons à préciser les résultats auxquels nous a conduit cette étude, nous pouvons les résumer dans les propositions suivantes :

La vie des banques locales intéresse souverainement la vie nationale. Les deux sont profondément solidaires. La nécessité de leur relèvement apparaît d'autant plus grande que les établissements de crédit, manquant au devoir national, dirigent l'épargne française vers les placements étrangers.

Or, comment remédier à ce double mal : l'absorption du capital national par les entreprises étrangères, l'apathie des banques locales ? C'est en s'attaquant à leur source commune, c'est-à-dire les errements des établissements de crédit.

Il faudrait limiter la liberté d'émission dans le public français des valeurs étrangères. Nous avons à cet égard pleinement approuvé le projet de M. Domergue. Nous avons même pensé devoir le renforcer par une limitation du droit de *solliciter* des dépôts dont abusent peut-être aujourd'hui nos grandes banques. En cela,

nous ne ferions que suivre l'exemple du Reichstag allemand.

Grâce à cette double mesure, l'épargne française dériverait en grande partie vers les entreprises françaises. Du même coup, les banques locales acquerraient les capitaux qui leur sont nécessaires.

Car le manque de capitaux est la grande cause, et la cause subsistante, de leur indolence. Sans doute leur relèvement dépend en grande partie d'elles-mêmes, de leur clairvoyance, de leur initiative, de leur énergie. Mais nous avons montré les intelligents et généreux efforts qu'elles accomplissent, sous la direction du Syndicat des banquiers de province. La Fédération doit être encouragée et elle achèvera son œuvre. La routine est désormais secouée, nos banques sont ouvertes au progrès et elles sont actives. Il leur faut maintenant des capitaux, et c'est le législateur, agissant dans le sens de la réglementation que nous préconisons, qui les leur procurera.

La légitimité de l'intervention législative ne saurait faire doute, puisqu'il y va, en même temps que du salut des banques locales, de la prospérité de notre commerce, de notre industrie et de notre agriculture.

Le législateur, comme l'a dit M. Domergue, devra être secondé par la Banque de France. « Il conviendrait qu'elle décidât de ne réescompter dans ses succursales de province que le papier dont ses conseils d'escompte sont en mesure d'apprécier la valeur ».

Elle devrait être exactement renseignée sur la situation économique dans laquelle est établie chacune de ses succursales. Aujourd'hui elle abandonne aux établissements de crédit l'une de ses fonctions essentielles qui est la direction et la surveillance du crédit.

Telles sont nos conclusions. La loi de concentration économique n'est pas destinée à opérer indéfiniment. L'évolution n'est pas une fatalité à laquelle il faille se soumettre avec la résignation des orientaux ou la tranquillité d'un stoïcisme mal compris, mais le résultat d'un certain nombre de causes parmi lesquelles il convient de placer l'effort, la bonne volonté et l'intelligence de l'homme.

Nous croyons avoir indiqué où se trouve le salut des banques locales. Sans doute il y en a qui, placées dans des régions trop pauvres et trop dépourvues d'activité productrice, ne se relèveront pas. Mais les hommes qui les dirigent pourront émigrer vers des centres plus favorables. Quant à l'ensemble des banques locales, c'est dans leurs efforts fédérés, combinés avec la réglementation nécessaire, qu'elles puiseront la vie qui leur manque.

Vu :
Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu :
Le Président de la Thèse,
PERREAU.

Vu et permis d'imprimer :
Pr Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Allix. *L'Impôt sur le revenu*, 1910.
- Barety. *L'Evolution des Banques locales en France et en Allemagne*, Thèse Paris, 1908.
- Beauregard. Les Banques locales, leur rôle, leur utilité. *Monde économique*, 11 mai 1901.
- Bernard. Le Crédit agricole et la Banque libre, *Revue d'économie politique*, août-septembre 1905.
- Cauwès. Société d'Economie politique nationale, 2 février 1898.
- Clérou. *Les Banques locales, leur rôle et leur utilité*, 1900.
- Cons. *Histoire du commerce*.
- Courtois. *Histoire des banques en France*.
- Depitre. *Le Mouvement de concentration dans les banques allemandes*, Thèse Paris, 1905.
- Domergue. *La Question des Sociétés de Crédit*.
- *Rapport à la Société d'économie politique nationale*, séance du 2 février 1908.
- *Pourquoi les affaires vont mal en France*, 1905.
- Jocard. *Les Dépôts en Banque*, Thèse Paris.
- Lefranc. *La Liberté du commerce*, 1910.
- Le Montier de La Brettière. *Banque privée et Sociétés de crédit*.
- Leygonie. *Le Régime fiscal des opérations de banque*, Th. Paris, 1910.
- Lysis. *La Revue*, avril-mai-juin 1907,
- Malte (de). La Situation des banques allemandes, *Monde économique* novembre 1907.
- Marvaud. Les Banques allemandes, *Monde économique*, juillet 1907.
- Passy (Frédéric). *Revue politique et parlementaire*, juin 1909.
- Pidoux. *Les avantages des Bonques locales*, mémoire publié en 1901.
- Réforme économique*, 1909 et 1910.
- Romeuf (de). *Revue politique et parlementaire*, 20 mai 1909,

- Saurel. *Sociétés de crédit contre Banques locales*, Thèse Paris, 1901.
- Sayans. *Les Banques de dépôt, les Banques de crédit et les Sociétés financières*.
- Testis. *Revue politique et parlementaire*, juin à novembre 1907.
- Thery. *Société d'économie politique nationale*, 2 février 1898.
- Le Temps* (les Banques allemandes — Lettres d'Allemagne), 1907.
- Moniteur de l'Epargne française*, 8 fév. 1906 : Influence des banques allemandes sur le développement du commerce et de l'industrie.
- Journal des Finances* : La crise allemande et les banques, 12 octobre 1907.
- Journal des Débats*, 2 septembre 1909.
- Figaro*, 26 février 1909.
- Discussions parlementaires, 25 juin, 26 juin et 6 juillet 1909.
- Discussion du Budget, 1910.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I ^{er} . — Définition et utilité des Banques locales...	7
— II. — Historique des Banques locales	29
— III. — Conditions économiques des Banques locales	46
— IV. — La Réglementation.	61
— V. — La Fédération	89
CONCLUSION.	107

Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués.

Saint-Brieuc.



Typ. Fr. Guyon

